

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 438 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI, 50Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- Il comunista -
Journal bimestriel en Italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 438
Oct. - Nov. - Déc. 1996
33^e année

DANS CE NUMERO

- Derrière le tapage «humanitaire» Affrontements bourgeois et appétits impérialistes au Zaïre
- La LCR pose sa candidature à une nouvelle union de la gauche
- En marge du centenaire de la mort d'Engels: Pour la défense du marxisme (5)
- Un commentaire d'Engels sur les dernières élections américaines
- Bordiga n'a pas besoin des prétendus défenseurs de l'honneur de la Gauche Communiste
- Correspondance: Les prolétaires de Moulins à la moulinette
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde: Russie

Les routiers ont montré la voie

La grève des chauffeurs-routiers est importante à plus d'un titre. C'est la première fois que les routiers salariés menaient, seuls, une grève de ce type. Le précédent mouvement des routiers, déclenché contre l'instauration du «permis à points», avait été un mouvement interclassiste où les patrons étaient l'élément dirigeant (le fer de lance était constitué par les petits patrons ou les artisans, propriétaires de leur propre véhicule). Cette fois-ci au contraire le mouvement était purement prolétarien et l'adversaire premier des grévistes était constitué par leurs patrons. Ce caractère prolétarien explique sans doute que les grévistes aient rencontré autour de leur action un vif mouvement de sympathie de la part des prolétaires qui se reconnaissent sans difficulté dans cette lutte. En dépit de ce qu'espéraient sans aucun doute patrons et gouvernement, cette sympathie n'a pas été entamée par les actions de blocage des raffineries et de distribution de l'essence et par la gêne causée aux automobilistes. Les grévistes ont d'ailleurs pris soin de dire qu'ils laissaient passer les camions pour le fuel domestique à destination des hôpitaux, maisons de retraite ou quartiers prolétariens. Si les décrets de réquisition émis par les préfectures ont été respectés, les grévistes ont souvent exigé de pouvoir contrôler les camions qui partaient afin d'être sûrs de leurs destinations (hôpitaux, etc.).

C'est probablement la raison pour laquelle le gouvernement avait affirmé publiquement renoncer à l'utilisation de la force pour faire lever les barrages. De toutes façons s'opposer par la force aux premiers barrages était une opéra-

(Suite en page 2)

Après l'attentat du R.E.R. Pas d'Union Nationale avec la bourgeoisie et son Etat!

Pratiquement dès que la nouvelle de l'attentat du R.E.R. a été connue, les discours maintenant bien rodés ont été déversés par tous les mass-médias: face au «défi» terroriste, tous les français doivent faire bloc pour défendre la démocratie - ce bien suprême commun à toutes les classes -, tous les citoyens doivent se

regrouper autour de l'Etat - cette institution tutélaire au dessus des classes - et collaborer de leur mieux avec les services de police - cette administration occupée à défendre et protéger chaque individu, quelle que soit sa classe sociale, sa couleur de peau ou sa situation de fortune.

Ces discours peuvent indéniablement porter d'autant plus que les cibles de cet attentat, comme ceux de la précédente vague terroriste, sont, non des objectifs plus ou moins bien clairement identifiés pour leur signification politique, mais des citoyens ordinaires, des prolétaires revenant de leur travail aux heures de pointe ou faisant leur marché. En agissant de la sorte les auteurs de ces attentats n'innovent d'ailleurs en rien; dans toutes les guerres modernes, grandes ou petites, les populations civiles constituent une cible de choix, au moins autant que les objectifs militaires proprement dits. On peut rappeler les bombardements massifs des villes

lors de la deuxième guerre mondiale, sans doute inaugurés par les allemands mais poussés au paroxysme par les alliés *démocratiques*: les victimes de ces bombardements terroristes, qu'ils aient été effectués par des vagues successives de centaines de bombardiers déversant des milliers de tonnes de bombes classiques ou par un seul avion lâchant une bombe atomique, expressément réalisés pour «mettre à genoux» la population civile, se sont chiffrées par millions.

De l'histoire ancienne? Rappelons alors que notre beau et démocratique pays a mené pendant des années une sale guerre pour empêcher que l'Algé-

rie échappe à son emprise et devienne indépendante, en utilisant toutes les formes les plus atroces de pression, de violence et de terrorisme sur les populations; le chiffre des victimes est généralement évalué à un million.

La publication récente aux Etats-Unis de documents a attesté ce qui n'était qu'un secret de polichinelle, à savoir que les militaires américains apprenaient (et nous pouvons ajouter avec assurance: continuent à apprendre et pas seulement dans ce continent) à leurs collègues militaires et policiers sud-américains toutes les techniques

(Suite en page 2)

Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (I)

Dans le n° précédent du «Prolétaire» nous avons publié notre texte écrit en réponse aux attaques contre notre brochure «Auschwitz, etc.» et un article d'analyse de la campagne d'opinion sur une prétendue collusion «rouge-brun» entre l'«ultra-gauche» et les nostalgiques du fascisme - en réalité une campagne en faveur de l'union interclassiste pour la défense de la forme démocratique de la domination bourgeoise. Dans ce n° nous commençons la publication de passages ou de textes illustrant la position communiste défendue par notre courant dans la lutte contre le fascisme et contre le capitalisme, en opposition totale aux suggestions et aux méthodes de l'antifascisme démocratique, impasse mortelle pour la lutte prolétarienne. Il s'agit d'extrait du rapport présenté à la Réunion Générale du parti de Florence. 30/4-1/5 1967. cf notre revue théorique «Programme Communiste» n°45. Les Italiques sont le commentaire de la revue).

L'ANTI-FASCISME, PIRE PRODUIT DU FASCISME

Un excellent communiste qui fut au premier plan de la lutte du prolétariat italien contre les bandes de Mussolini à l'époque «romantique» et pseudo-révolutionnaire du mouvement fasciste de ce pays, mais qui ne se laissa jamais prendre aux fatales suggestions de l'opportunisme anti-fasciste, avait coutume de dire que «le pire produit du fascisme a été l'anti-fascisme». Cette boutade est tout à fait incompréhensible pour ces tenants d'une démocratie réformatrice, pacifiste et progressiste qui vivent continuellement dans leurs rêves insipides malgré tous les coups que leur prodigue la réalité capitaliste. Pourtant elle est profonde et vraie, et le sens n'en

est pas difficile à déchiffrer pour quiconque a tant soi peu compris le marxisme. Elle signifie en bref: l'importance du fascisme a été historiquement très limitée; mais celle de l'anti-fascisme a été beaucoup plus durable, et plus pernicieuse du point de vue des intérêts du prolétariat révolutionnaire et du communisme. Quiconque n'est pas capable de comprendre cela n'a jamais rien compris non seulement au marxisme révolutionnaire, mais même, plus modestement, à son époque.

Au sens propre et étroit en effet le mouvement fasciste n'a rempli qu'une fonction limitée: il a sauvé les bourgeoisies d'Italie d'abord, d'Allemagne ensuite et de pays de poids mondial moindre, comme l'Espagne, d'une ef-

froyable banqueroute politique et économique à une époque et dans des circonstances bien précises, à savoir la crise générale qui dans ces pays surtout, fit suite à la première guerre mondiale. Nous n'entendons pas affirmer par là que ces victoires bourgeoises, ces triomphes écrasants des forces de la conservation capitaliste n'ont pas pesé d'un grand poids dans la défaite de l'Internationale de 1919 et qu'elles sont pour peu de choses dans l'éclatement d'une seconde guerre impérialiste au lieu de la révolution européenne et mondiale voulue non seulement par Lénine, mais par tous les communistes; ce serait nier la réalité. Seulement, il y a deux questions à se poser: comment est donc advenue la victoire bourgeoise qu'a représenté l'accession au pouvoir des partis fascistes et nazis? Mais aussi et surtout: comment se fait-il qu'un quart de siècle après la chute des pouvoirs fascistes qu'on a fait passer comme l'obstacle-par-excellence au triomphe du prolétariat, le Capital continue à détenir partout, de façon totalitaire, le pouvoir politique dont, évidemment, il use dans son intérêt exclusif?

Il suffit de se poser ces questions pour entrevoir le sens de la boutade ci-

(Suite en page 7)

Pas d'Union Nationale avec la bourgeoisie et son Etat!

(Suite de la page 1)

terroristes et l'usage de la torture pour qu'ils puissent s'en servir contre leurs peuples. Les conseillers militaires français qui encadrent les armées africaines ou forment la police dans différents pays, du Cambodge à Haiti, se bornent-ils vraiment à des cours d'instruction civique? De nombreux témoignages publiés dans la presse indiquent que par exemple au Rwanda non seulement les conseillers français n'ignoraient rien des exactions commises par leurs «élèves», mais qu'ils les avaient bel et bien formés pour qu'ils puissent les commettre. Le résultat est connu...

Aujourd'hui enfin l'impérialisme français continue sans sourciller à soutenir le régime algérien, véritable mafia militaro-affairiste (1) qui non seulement mène une guerre sanglante et atroce contre tous ceux qu'elle baptise islamistes, mais qui étouffe toute opposition et toute contestation. La récente farce constitutionnelle, a ainsi été appréciée par les responsables français - selon la presse internationale - comme une initiative salutaire et réaliste, à l'inverse des alternatives «utopiques» de démocratisation et libéralisation à l'occidentale. En clair: il faut aux algériens une bonne dictature si l'on veut continuer à faire des affaires juteuses avec ce pays...

VIGIPIRATE: NOUVEL ETAT DE SIÈGE DIRIGÉ CONTRE LES PROLÉTAIRES ÉTRANGERS

L'Union nationale autour de la démocratie et de l'Etat signifie donc le soutien des institutions qui assurent la domination de la classe bourgeoise sur les prolétaires et le pillage des pays pauvres, et qui sont donc responsables des souffrances et des misères de ces populations. C'est l'union avec ceux qui nous exploitent, avec ceux qui nous condamnent au chômage, avec ceux qui nous répriment, avec ceux qui attisent la division et la haine entre les prolétaires. L'expérience de la dernière vague d'attentats l'a montré: *Vigipirate* a été utilisé pour accroître la pression et l'intimidation sur tous les prolétaires, et en premier lieu sur les prolétaires immigrés, désignés en bloc comme suspects. Grâce à *Vigipirate*, Debré a pu se lancer en grand dans les expulsions de nos frères de classe immigrés par charters et Toubon essayer de faire passer des lois assimilant l'accueil d'étrangers à un acte terroriste!

Il n'est pas besoin de lire dans le marc de café pour deviner que la nouvelle édition du plan *Vigipirate* va servir avant tout à justifier le durcissement xénophobe et anti-ouvrier des lois Pasqua, à étouffer les luttes des travailleurs sans-papiers pour leur régularisation, à accroître encore les expulsions et les refoulements arbitraires aux frontières. Cet attentat survient à un moment où le gouvernement, en difficulté aussi bien sur le plan social en raison du mécontentement général parmi les prolétaires (mais là il peut compter sur les pompiers sociaux professionnels des syndicats) que sur le plan politique, avec des divisions croissantes dans sa majorité, était désespérément à la recherche de thèmes capables de lui redonner une certaine assise dans l'opinion. Les initiatives spectaculaires mais maladroites de Debré pour «défendre l'honneur de la police» - du style actions en justice contre des groupes de musique - reflétaient cette tentative de donner une

image de gouvernement fort. La campagne anti-terroriste va donner au gouvernement une occasion inespérée de se donner une allure martiale, autoritaire et policière.

Les prolétaires ne doivent pas marcher dans ces manœuvres; ils doivent refuser la division entre français et étrangers, entre réguliers et sans papiers, entre européens et arabes. La solidarité avec les luttes des prolétaires immigrés sans-papiers, le refus de la xénophobie et du racisme, ne sont pas

des gestes de bienfaisance démocratiques, mais des exigences vitales de la lutte ouvrière, actuelle et future, parce qu'ils sont la condition de l'unité de classe du prolétariat. Prétextant les attentats terroristes, l'ennemi de classe demande que les prolétaires lui fassent confiance, s'unissent à lui et acceptent le petit état de siège appelé «Vigipirate». Mais le terroriste en chef n'est autre que le système capitaliste avec ses attentats quotidiens contre les conditions de vie et de travail des

prolétaires.

C'est lui qu'il faut combattre sans trêve et sans se laisser détourner de cet objectif.

(1) Selon la dernière rumeur qui court à Alger, le président Zéroual, qui vient par référendum de se donner une Constitution taillée selon les rêves de tout militaire, aurait récemment détourné rien moins qu'un pétrolier entier pour subvenir aux besoins de son clan.

Les routiers ont montré la voie

(Suite de la page 1)

tion risquant de mettre le feu aux poudres. Le gouvernement avait tout intérêt à laisser le mouvement s'épuiser avant de recourir à la force, suivant la méthode utilisée par les socialistes il y a 4 ans.

Le point essentiel à souligner et qui doit servir d'encouragement pour tous les travailleurs, est que les chauffeurs n'ont pas hésité à se lancer dans une grève illimitée, et au recours à des actions dures (équivalant aux piquets de grève et aux occupations dans les usines) sans se soucier des dommages qu'elle pouvait causer à l'économie nationale, et sans se soucier non plus de respecter les formes légales et les méthodes de la collaboration entre les classes. Il s'agit pourtant d'une profession où l'individualisme est omniprésent et les habitudes de lutte collective inexistantes. Pour la plupart les routiers connaissent des conditions de travail difficiles (horaires très longs, salaires bas avec des temps de travail qui ne sont pas intégralement payés, etc.) et ils sont soumis à un arbitraire patronal particulièrement fort. Les capacités de lutte dont ils ont fait preuve sont donc d'autant plus à souligner. Elles infirment tous les raisonnements selon lesquels désormais seuls les travailleurs de la Fonction Publique auraient la force et la capacité de mener des luttes, les travailleurs du privé étant réduits à un rôle de spectateur passif.

Tout n'est bien sûr pas rose dans cette grève, mais même un tel mouvement ne pouvait à lui seul ni d'emblée résoudre les problèmes qui se posent en réalité à toute la classe ouvrière. Si les routiers ont fait preuve d'une belle ténacité et d'une admirable détermination, la puissante spontanéité de leur mouvement ne suffisait pas à résoudre le problème de la direction et de l'organisation de leur lutte. Les routiers, dont une très faible partie est syndiquée, étaient dépendants des négociations menées en leur nom par les différentes organisations syndicales, toutes aussi collaborationnistes les unes que les autres. Ces dernières ne tirent pas leur légitimité du nombre de leurs adhérents, mais du fait qu'elles sont reconnues par le gouvernement et le patronat. C'est évidemment une situation qui suffirait à elle seule à expliquer qu'elles ne peuvent que suivre les manœuvres patronales et gouvernementales.

La revendication essentielle de la grève portait sur les salaires. Mais les négociations qui se sont ouvertes avec la «médiation» gouvernementale ont, elles, porté sur les autres points, les patrons ne voulant rien sortir de leurs porte-monnaies. Ces derniers se sont donc tournés vers l'Etat bourgeois, pour qu'il fasse des compromis à leur place. Lorsque l'accord concocté a été rendu public, après toute une mise en scène savamment étudiée, il représentait en effet une concession non négligeable

aux routiers sous la forme de la retraite à 55 ans. Mais rien sur les salaires ou presque (une augmentation de... 1%!). Les barrages n'ont donc pas été levés et ils se sont même renforcés. Mais l'usure et la fatigue se faisaient sentir. Pour obtenir la fin de la grève, les patrons durent lâcher une prime de reprise du travail (parfois, semble-t-il, mensongèrement présentée par les syndicats comme une augmentation de salaires pour faire voter la levée des barrages) et le gouvernement une promesse de faire passer un décret rendant obligatoire le paiement de tout le temps de travail (et pas seulement la période de conduite).

Les résultats concrets sont donc mitigés; mais le plus important des résultats est que les routiers ont découvert la force de leur action collective, de la lutte directe; et non seulement les routiers mais tous les prolétaires qui ont assisté à cette lutte et espéré son succès. D'ores et déjà les conducteurs de bus dans diverses villes ont suivi cet exemple et se sont mis en grève pour obtenir la retraite à 55 ans et d'autres revendications.

C'est la meilleure contribution que pouvaient faire les routiers à la reprise de la lutte prolétarienne de classe, sur le plan de la défense élémentaire contre les patrons et leur Etat.

Parti et classe

(...) Qu'est-ce en effet, selon notre méthode critique, qu'une classe sociale? La constatation purement objective, extérieure, de l'analogie de situation économique et sociale d'un grand nombre d'individus, de l'analogie de leur position par rapport au procès de production, suffit-elle à la définir? Notre méthode ne se borne pas à décrire l'ensemble social tel qu'il existe à un moment donné, à tracer de manière abstraite une ligne qui divise en deux parties les individus qui le composent, comme dans les classifications scolastiques des naturalistes. La critique marxiste voit la société humaine en mouvement, dans son développement dans le temps, selon un critère essentiellement historique et dialectique, c'est-à-dire en étudiant l'enchaînement des événements dans leurs interactions réciproques.

Au lieu de prendre, comme dans la vieille méthode métaphysique, un cliché instantané de la société à un moment donné, puis de l'étudier pour y reconnaître les diverses catégories dans lesquelles les individus qui la composent doivent être classés, la méthode dialectique voit l'histoire comme dans un film qui déroule ses tableaux l'un après l'autre; c'est dans les caractères saillants de leur mouvement qu'il faut chercher et reconnaître la classe.

Dans le premier cas, nous tomberions sous le coup des mille objections des purs statisticiens, des démographes, gens à courte vue s'il en est, qui réexamineraient les divisions en faisant observer qu'il n'y a pas deux classes, ni trois, ni quatre, mais qu'il peut en exister dix, ou cent, ou mille, séparées par des gradations successives et des zones intermédiaires indéfinissables. Dans le second cas, nous avons bien d'autres éléments pour reconnaître ce protagoniste de la tragédie historique qu'est la classe, pour en fixer

les caractères, l'action, les objectifs, qui se concrétisent dans des traits d'une évidente uniformité, au milieu du changement d'une multitude de faits que le pauvre photographe de la statistique enregistrerait dans une froide série de données sans vie.

(...) La notion de classe ne doit donc pas nous suggérer une image statique, mais une image dynamique. Quand nous découvrons une tendance sociale, un mouvement dirigé vers un but donné, alors nous pouvons reconnaître l'existence d'une classe au vrai sens du terme. Mais alors existe, d'une façon substantielle sinon encore formelle, le parti de classe.

Un parti vit quand vivent une doctrine et une méthode d'action. Un parti est une école de pensée politique et donc une organisation de combat. Le premier trait est un fait de conscience, le second est un fait de volonté, plus précisément d'effort vers un but.

En l'absence de ces deux caractères nous ne possédons pas encore la définition d'une classe. (...) Or ces deux caractères ne peuvent se trouver condensés, concrétisés, que dans le parti de classe. De même que la classe se forme à mesure de la progression de certaines conditions et de certains rapports issus du développement d'un nouveau système de production (...), de même les intérêts de cette collectivité commencent peu à peu à se concrétiser en une conscience plus précise, qui commence à se dessiner dans de petits groupes de cette collectivité. Quand la masse est poussée à l'action, ce sont ces premiers groupes possédant la vision d'un but à atteindre qui soutiennent et dirigent l'ensemble. (...)

Ces groupes, ces minorités ne sont autres que le parti.

(Extrait de «Parti et classe», avril 1921. Publié dans le recueil du même nom, série «Textes du PCInt.» n°2)

Derrière le tapage «humanitaire» Affrontements bourgeois et appétits impérialistes au Zaïre

Tout le monde se souvient encore du déchaînement médiatique de cet automne: les organisations caritatives et autres O.N.G. (*Organisations Non Gouvernementales*: associations aux objectifs variés, subventionnées en grande partie par les Etats, et qui, lorsqu'elles ne servent pas tout bonnement de couverture commode pour des actions et agents très gouvernementaux, sont utilisées dans les luttes d'influence que se livrent en sourdine ces Etats impérialistes) ont sonné l'alarme dans la presse mondiale: selon elles, les événements de l'est zaïrois marquaient le début d'une terrible catastrophe humanitaire; le nombre de victimes à venir allaient, à coup sûr, se compter par dizaines, voire par centaines de milliers. Les plus audacieux de ces prophètes de malheur, annonçaient même le nombre de personnes, surtout de femmes et d'enfants, qui mouraient chaque jour, soit de malnutrition, soit de choléra, soit d'autres maladies (bien que, lorsque des questions précises leur étaient posées, ils reconnaissaient n'avoir aucune information de première main, aucun occidental ne pouvant se rendre sur place).

L'inévitable Kouchner, apparemment mal remis de ses déboires électoraux, clamait hystériquement sur toutes les radios et toutes les télévisions que le devoir d'*ingérence humanitaire* s'imposait avec une urgence brûlante; et il trouvait même le moyen au passage de fustiger la pusillanimité de la France et de la Belgique parce qu'elles hésitaient à envoyer sur l'heure des troupes pour venir au secours des peuples en détresse.

Aujourd'hui où la réalité des faits a montré que cette tapageuse campagne n'était qu'un énorme bourrage de crâne, il est assez facile de constater quels maîtres ont servi ces humanitaires - c'est-à-dire aussi quels maîtres il servent aujourd'hui et serviront demain.

LES MASSACRES EN MASSE DE 1994

Le régime rwandais du président Habyarimana, armé et conseillé par la France, s'était très largement appuyé sur une démagogie raciste pour se constituer un semblant de base populaire. Selon cette démagogie, la majorité de la population - qui est officiellement membre de l'«ethnie» Hutu - devait faire bloc autour du gouvernement contre la menace constituée par la guérilla du FPR, composé en grande partie de Tutsis réfugiés depuis des décennies dans les pays voisins après de précédents massacres, et qui voulaient reprendre les bonnes terres ou les bonnes places des hutus. Dans les faits le régime autoritaire de Habyarimana était le pouvoir d'un clan ou de quelques familles influentes, et son assise était des plus réduites en dehors des cadres de l'armée. Lorsqu'au printemps 94 cette armée se révéla incapable de contenir l'avance du FPR et que le compromis, conclu sous les auspices de l'impérialisme français, pour un partage du pouvoir entre les rebelles et le régime vola en éclats en même temps que l'avion présidentiel qui ramenait ses signataires, les chefs de l'armée et les barons du régime déclenchèrent les tueries prévues de longue date. Il faut rappeler que les premières victimes furent ceux qu'on appelait les «Hutus

modérés» - les politiciens et responsables hutus opposés au clan extrémiste - en même temps que les responsables politiques tutsis présents dans la capitale. Les milices *interhamwe* et les soldats initièrent ensuite les pogroms et les pillages contre les habitants tutsis, suivant les appels de la *Radio des mille collines*. Relayés par l'administration gouvernementale qui incitaient les paysans à attaquer les habitants tutsis pour s'emparer de leurs biens et de leurs terres, ces appels au pogrom furent en quelques jours suivis d'effets dans tout le pays.

Il n'est pas sans intérêt de relever un fait généralement passé sous silence. Pendant toute cette période où des dizaines de milliers de personnes (le chiffre exact est inconnu, y compris et surtout par ceux qui annoncent sans sourciller les nombres les plus invraisemblables) furent victimes de ces massacres en masse, les affrontements militaires entre troupes de la guérilla et les soldats gouvernementaux des F.A.R. (Forces Armées Rwandaises) furent minimes. Pour entrer dans la capitale Kigali, les combattants du FPR attendirent quasiment l'arme au pied que les gouvernementaux l'abandonnent; et le même scénario se répéta dans tout le pays: les «libérateurs» du FPR ne prirent aucun risque pour arrêter les massacres quand cela était encore possible; tout indique que leur but essentiel n'était pas de venir au secours de leurs frères tutsis, mais de préparer aux moindres frais leur installation au pouvoir.

Cette lenteur des opérations militaires permit à l'impérialisme français, surpris par les événements, de se ressaisir, et de tenter de sauver la mise à ce qui restait du régime de ses protégés. Avant qu'éclate le drame, il pouvait penser avoir habilement réussi à se déprendre du bourbier rwandais. Grâce à son aide militaire massive aux gouvernementaux, l'offensive du FPR s'était arrêtée, des «accords de paix» avaient été signés et les soldats français avaient laissé la place à une force internationale. Petit pays sans grandes ressources, le Rwanda n'avait en lui-même qu'une valeur très limitée pour l'impérialisme français. L'essentiel était d'empêcher que ce pays riverain du grand et riche Zaïre tombe sous l'influence de puissances hostiles aux intérêts français. L'opération militaire «Turquoise», soi-disant humanitaire, avait donc pour objectif réel de venir en aide aux F.A.R. afin qu'elles puissent se maintenir sur au moins une portion du pays, puis, devant leur débandade complète, d'assurer au moins leur retraite en territoire sûr, c'est-à-dire au Zaïre.

Avec les militaires et les dignitaires du régime, ce furent des dizaines et des dizaines de milliers de personnes qui quittèrent le Rwanda et vinrent s'installer dans de gigantesques camps de réfugiés au Zaïre dont l'existence a été assurée par l'aide humanitaire internationale.

Les témoignages récents ont confirmé que les F.A.R. avaient pu reconstituer dans ces camps un certain potentiel militaire (les journalistes ont trouvé des documents attestant des livraisons ou commandes d'armes à des firmes occidentales, en dépit de l'embargo sur les armes décidé par l'ONU) suffisant pour mener des actions de guérilla au Rwanda, tandis que les militaires zaïrois, dépêchés en nombre au

moment des événements tragiques de 94, vivaient depuis cette date de la contrebande d'armes, du détournement de l'aide humanitaire et du racket des populations locales.

En dépit des déclarations officielles de Kigali, il est plus que probable que les attaques des rebelles zaïrois contre les camps de réfugiés et contre les troupes zaïroises répondent aux volontés du nouveau régime rwandais. Il s'agissait pour lui d'écartier la menace des guérillas et de se tailler un «glacis» protecteur dans cette région en chassant le gros des réfugiés hutus à l'intérieur des terres. Des responsables rwandais ont même affirmé qu'il fallait revoir le tracé des frontières et que si les *Banyamurenge* (Tutsis installés au Zaïre parfois depuis plus d'un siècle, mais à qui la nationalité zaïroise est refusée) étaient chassés du Zaïre, il fallait qu'ils emportent leur terres avec eux. Mais il est également incontestable que la rébellion des *Banyamurenge* a été provoquée par les exactions commises contre eux par les troupes zaïroises (1).

A la suite de la débandade des troupes zaïroises et des FAR - également facilitée par des incursions de troupes ougandaises - et des massacres dans les camps, provoquant la fuite d'une partie des réfugiés vers l'intérieur du Zaïre, tandis qu'une autre partie regagnait le Rwanda, un nouveau pouvoir rebelle s'est mis en place au Kivu. A Kinshasa le gouvernement en place a grandement été ébranlé par la défaite; contre lui, l'opposition démocratique a tenté de déclencher un mouvement nationaliste (le premier Ministre était accusé d'être un demi-Tutsi et donc un traître), mais la population n'a pas suivi le mouvement qui est resté limité aux cercles étudiants. Cette opposition démocratique a une fois de plus fait la démonstration qu'elle est étrangère aux intérêts des prolétaires et des masses déshéritées du Zaïre.

EN ARRIÈRE-PLAN DES COMBATS AU KIVU, LES AFFRONTEMENTS INTER- IMPÉRIALISTES

La mobilisation «humanitaire» internationale au moment des événements de 94 avait eu comme première conséquence, apparemment paradoxale, de remettre en selle au Zaïre le régime du *Maréchal-Président* Mobutu, l'homme-lige des impérialismes occidentaux depuis trente ans, mais dont la gabegie et l'incurie devenaient trop insupportables pour ses parrains étrangers. La France et la Belgique (l'ancien colonisateur) renouaient officiellement avec celui qui leur paraissait le meilleur garant de l'ordre dans cet immense pays, en tant qu'il contrôlait toujours les Forces Armées Zaïroises et surtout les troupes d'élite présidentielles à Kinshasa (la capitale); et également parce que des accords discrets ont sans doute été passés pour défendre leurs intérêts propres dans le pays lors de la formation du nouveau gouvernement, alors qu'à l'inverse les américains restaient et restent hostiles au régime en place précisément pour ces mêmes raisons.

Depuis quelques mois les rivalités franco-américaines au sujet de l'Afrique sont devenues plus apparentes et plus tendues, au point d'être évoquées

dans la grande presse comme un «bras de fer franco-américain». La tournée africaine du Secrétaire d'Etat américain Warren Christopher en octobre avait ravivé la tension. Suscitant le courroux français, le ministre des Affaires étrangères américain, venu promouvoir l'idée d'une force militaire inter-africaine qui aurait été sous influence américaine et faire barrage à un second mandat de Boutros-Ghali - chaudement soutenu par la France - à la tête de l'ONU, était allé jusqu'à dire qu'il ne devait plus y avoir de pré carré en Afrique (2)!

Ces tensions franco-américaines ne se manifestent d'ailleurs pas uniquement au sujet de l'Afrique, zone sans aucun doute d'importance secondaire pour les Etats-Unis. Un autre point important de friction tourne autour de l'organisation de l'OTAN. Rompant ouvertement avec la politique gaulliste traditionnelle, le gouvernement français actuel a fait réintégrer la France dans toutes les structures de l'OTAN. Mais, soutenu par la plupart des Etats européens, il n'a pas tardé à déclencher une offensive diplomatique afin que revienne à un européen le commandement militaire régional du Sud de l'Europe, de la même façon que le commandement militaire régional du Nord est confié à un allemand (les deux commandements suprêmes de l'OTAN revenant à des américains). Une bataille diplomatique intense mais peu médiatisée se livre sur cette question; les américains ne veulent à aucun prix laisser échapper ce commandement car leur plus grande flotte navale en dépend, et surtout parce qu'il a une importance de premier plan pour leur politique au Moyen-Orient (3). Or c'est sur cette politique que les divergences d'intérêts avec les européens sont les plus fortes: voir la récente tournée moyen-orientale de Chirac avec ses demandes que l'Europe ait son mot à dire dans les rapports israélo-palestiniens ou les pressions diplomatiques pour la levée de l'embargo sur le pétrole irakien.

L'impérialisme français a analysé les événements de l'Est zaïrois comme largement inspirés par les Etats-Unis. *«Le Figaro»* du 7/11 fait parler un «spécialiste du dossier»: «les américains laissent pourrir la situation, car cela sert les intérêts des Tutsis. Ils finiront

(Suite en page 4)

SOUSCRIPTION PERMANENTE 4ème liste 1996

AB: 2500,00 / Aix: 50,00 / Alain: 450,00 / Besançon: 70,00 / Franck: 100,00 / Roger: 600,00 / Paris: 1300,00/
Total liste: 5070 F.
Total général: 11.721 F.

El programa comunista No 43 - Diciembre de 1995

-La burghesia ha celebrado la «Liberación» y el fin de la guerra mundial
-El capitalismo soviético en crisis (I)
-Siguiendo el hilo del tiempo: ¿ Para poner los puntos sobre las íes!
-A la memoria de la vieja guardia

Affrontements bourgeois et appétits impérialistes au Zaïre

(Suite de la page 3)

par s'engager mais quand cela ne gênera plus Kigali. Quand 300 ou 500 000 réfugiés seront morts, le Rwanda ouvrira ses portes aux rescapés, en faisant le tri entre les bons et les mauvais (...). Au ministère de la Défense comme au Quai d'Orsay, nombre d'experts sont persuadés que l'attaque des rebelles tutsis, téléguidée par Kigali, avait reçu le feu vert de Washington. (...) Il y a un plan rwandais ougandais de déstabilisation du Zaïre, qui a l'aval de Washington». A la fin novembre l'ambassadeur américain à Kinshasa critiquait dans la presse locale le gouvernement zaïrois, et il affirmait que la France «n'est plus capable de s'imposer» en Afrique où elle «soutient des régimes décadents»; il ajoutait en outre «Ce que je peux vous dire, c'est que le Rwanda est bien équipé et qu'il est venu s'installer pour longtemps». La presse française avait reporté les affirmations du journal américain «Boston Globe» selon qui les américains entraînent discrètement l'armée et la police rwandaise; d'après les services secrets français, cités par «Le Monde» du 5/12, 60 à 100 conseillers militaires américains épauleraient l'armée rwandaise y compris dans les combats, et un certain nombre seraient présents au Kivu («Le Monde» ne nous dit pas combien de conseillers militaires français se trouvent de l'autre côté, mais plusieurs centaines de paras français ont été dépêchés à Brazzaville, pour faire face à d'éventuels troubles à Kinshasa).

* * *

Comment s'explique alors l'insis-

tance française pour une intervention «humanitaire» internationale au Kivu sous commandement américain? Beaucoup y ont vu l'aveu par Paris que la France était sur le point d'abandonner ses juteuses chasses gardées africaines et de passer la main au profit de l'Oncle Sam. C'est l'analyse faite - pour s'en indigner - par le social-chauvinisme. Le 13 novembre à l'Assemblée Nationale l'orateur du PCF s'exclamait: «Voici que la France, pour une intervention humanitaire, a besoin d'être couverte par un engagement des Etats-Unis. Non seulement cette politique aggrave les déséquilibres internationaux, mais les intérêts français se détériorent».

Si le PCF était inquiet, il a été probablement rassuré sur la défense des intérêts français par les rapides interventions militaires françaises ces dernières semaines en Centrafrique pour contrer les mutineries à répétition de l'Armée locale. Mais le Zaïre est un tout autre morceau; les populations déplacées et réfugiées qui constituent un des premiers risques de déstabilisation, se comptent en dizaines et centaines de milliers de personnes. Une intervention implique le risque d'avoir à assumer une lourde et coûteuse logistique pour prendre en charge ces populations. Mais même placée sous les auspices de l'ONU et sous direction américaine, une intervention dite «humanitaire» aurait le grand avantage pour l'impérialisme français de mettre un terme aux succès des rebelles et des rwandais, de sauver une nouvelle fois la mise à ses protégés hutus et d'enrayer le processus de déstabilisation du régime zaïrois. A l'inverse les américains ont tout fait pour faire traîner les choses. Le grand hebdomadaire des milieux d'affaires britanniques, «The Economist», citait le 16/11 un diplomate en poste à Kigali affirmant que «pour les américains, il est beaucoup plus important de conserver le régime rwandais actuel que d'aider les réfugiés»; et l'hebdomadaire concluait: «Le Rwanda est le dernier d'une chaîne de pays africains s'étendant au sud de l'Erythrée qui sont devenus les proches alliés des américains. Il a reçu d'eux une aide militaire vitale. La semaine dernière il est appa-

ru que 3 autres Etats, l'Erythrée, l'Ethiopie et l'Ouganda allaient recevoir 20 millions de dollars d'équipements militaires pour combattre le Soudan islamiste. L'Amérique hésite peut-être à envoyer des troupes sur le terrain, mais elle a son idée pour la région».

* * * *

Les malheurs des populations africaines ne tombent donc pas du ciel. Pays regorgeant en matières premières de toutes sortes - le Kivu lui-même serait riche en divers minerais et gaz - l'ancien Congo belge a toujours suscité les convoitises impérialistes. Les interventions militaires à répétition de l'impérialisme que ce pays a connues ne sont que la face la plus visible de l'étau dans lequel le capitalisme international le soumet. Si une partie des richesses tirées du Zaïre a servi à enrichir Mobutu et sa clique, la plus grosse partie est revenue dans les caisses des capitalistes occidentaux. Et les populations locales n'en n'ont profité en rien. Au contraire l'intégration toujours croissante du Zaïre au marché mondial, le développement du capitalisme local, si débile soit-il, ont eu des conséquences dévastatrices sur les masses: misère, famines, maladies, affrontements inter-ethniques ont accompagné l'oppression, l'exploitation et le pillage.

C'est le capitalisme mondial qui est responsable des souffrances des masses africaines, et plus précisément «nos» capitalismes dont les représentants politiques déguisent leurs cupidités rapaces derrière d'hypocrites affirmations de venir en aide aux populations malheureuses, alors même qu'ils ont encore leur sang sur les mains. La seule aide radicale qu'il soit possible d'apporter à ces populations constamment martyrisées repose, non entre les mains des gangsters impérialistes et de leurs dupes ou valets «humanitaires», mais entre les mains du prolétariat des métropoles capitalistes parce que lui seul est capable de détruire le mode de production capitaliste, et d'instaurer un mode de production unifiée à l'échelle mondiale et orientée vers la satisfaction des besoins de toute l'humanité, supprimant définitivement les divisions

de classes comme les divisions tout aussi révoltantes entre les races, entre les pays riches et les pays pauvres, entre «développés» et «sous-développés».

(1) cf «Jeune Afrique» n°1871 (13/11/96) qui publie un texte attribué à un service de l'ONU, aux orientations générales pro-françaises, mais qui donne une analyse néanmoins intéressante de la situation locale.

(2) Cette tournée a été un fiasco, les Etats visités déclinant les propositions américaines.

(3) Pour donner une idée de l'âpreté des discussions, voici des extraits d'un éditorial du «New York Times», le premier quotidien américain, intitulé: «Regarde un peu ici, la France, tu n'auras pas la Vie Flotte»: «(...) Un diplomate allemand m'a dit "vous les américains et les français, vous vous trouvez tous les deux en haut d'un arbre et vous avez besoin tous les deux d'une échelle pour descendre". C'est peut-être vrai, lui ai-je répondu, mais il y a une grosse différence entre nous: cet arbre est américain. Et si l'on en vient aux bousculades, c'est la France qui va descendre, et sans échelle.

(...) Mais M. Chirac essaye de conserver un rôle plus grand que nature en tentant d'organiser une sorte de force de sécurité européenne à l'intérieur de l'OTAN et en demandant un morceau de puissance américaine comme condition pour revenir dans l'OTAN. Ça ne peut pas marcher. Ce que la France devrait faire c'est offrir de revenir dans l'OTAN comme leader d'une force de déploiement rapide, qui serait prête à assurer les boulots difficiles pour lesquels les américains n'ont pas d'estomac, mais que les français ont toujours le cran de faire (...).

Si les français veulent un rôle plus grand que nature, conformément à leur sens exagéré de la grandeur, ils ne l'auront pas en piquant un bout de puissance américaine.

Ils ne pourront l'avoir qu'en renforçant la puissance américaine». Reproduit dans «International Herald Tribune», 2/12/96.

La LCR pose sa candidature à une nouvelle union de la gauche

Le congrès de la LCR a été évalué par la grande presse comme le début de la mutation (*Libération*, *L'Humanité*), voire de la révolution (*Le Figaro*) de cette tendance du trotskysme, ou en tout cas l'affirmation de sa volonté de se démarginaliser (*Le Monde*). Ces analyses similaires se fondent sur l'affirmation sans fard que la LCR entend militer pour une nouvelle union de la gauche.

En réalité il n'y a là aucun changement qualitatif: suiviste congénitale des grands partis réformistes comme tous les trotskystes, la LCR avait apporté son soutien - «critique» - à l'ancienne union de la gauche et fait campagne pour Mitterrand, au point de se baptiser en 81 «quatrième composante de la majorité!» La seule différence est qu'aujourd'hui la LCR abandonne le côté «critique» et la phraséologie «révolutionnaire» qui ne faisaient plus recette, pour ne garder que le soutien pur et simple. Plus qu'un quelconque tournant, c'est une clarification politique bienvenue: à l'avenir il sera plus difficile à la LCR d'abuser des prolétaires combattifs et de les détourner vers

les marécages de la collaboration avec l'opportunisme politique et syndical.

Les thèses adoptées à une très forte majorité par le congrès appellent à une «Entente de l'espoir»; on peut y lire que: «Dans le débat qui s'amorce à gauche sur les perspectives, la LCR souligne tout d'abord le besoin d'une vaste confrontation programmatique et d'une rupture franche avec la logique libérale-capitaliste aujourd'hui prédominante. Elle affirme, sur cette base, la nécessité d'un nouveau type d'unité à gauche. Soulignant le formidable décalage opposant un mouvement social de plus en plus riche et imaginatif à une gauche figée dans sa réflexion et ses rapports à la société, elle appelle à associer d'emblée les organisations politiques du mouvement ouvrier aux syndicalistes, aux associatifs ou aux sans-partis qui seraient prêts à travailler à une alternative vraiment à gauche».

On parle sans doute ici de confrontation et de rupture avec le capitalisme; mais cette confrontation est située dans le cadre bien délimité d'un débat démocratique où tous, «à gauche», sont sur

le même plan, et la rupture n'est qu'avec une «logique» qui, par ailleurs, n'est pas simplement capitaliste, mais «libérale-capitaliste» (dans la propagande quotidienne de la LCR ce n'est pas le capitalisme qui est désigné comme l'adversaire à combattre, mais le libéralisme, c'est-à-dire une forme particulière du capitalisme, contre laquelle d'autres formes devraient être soutenues): tout se passe sur le plan abstrait et désincarné des idées et de la libre discussion entre gens de bonne volonté...

L'UNION DE LA GAUCHE, FORMULE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Les prolétaires n'ont pas gardé un excellent souvenir de l'Union de la gauche et ils ne manifestent aucun enthousiasme à recommencer une nouvelle fois l'expérience. Une organisation réellement communiste doit partir de ce souvenir encore bien vivant pour argumenter et démontrer dans sa propagande envers les masses

prolétariennes que les partis et organisations dits «de gauche» sont en réalité des défenseurs acharnés du capitalisme et des adversaires résolus de l'émancipation prolétarienne. La confrontation à laquelle elle prépare les prolétaires ne se situe pas dans le cadre d'un quelconque débat démocratique avec ces véritables agents de la bourgeoisie: c'est une lutte politique acharnée sur tous les plans (en avertissant que ces partis et organisations de gauche n'hésiteront pas à avoir recours à l'affrontement physique et au recours à la répression de l'Etat pour faire pièce aux révolutionnaires) pour arracher la classe à leur influence, condition nécessaire pour mener à bien la lutte révolutionnaire. Les grands partis et les grandes organisations réformistes sont le canal principal utilisé par la bourgeoisie pour calmer, épuiser et discipliner la classe ouvrière. La moindre hésitation à ce sujet, la moindre illusion que ces partis et organisations pourraient «rompre avec le capitalisme», qu'ils pourraient être ou devenir, non des adversaires, mais des alliés de la lutte prolétarienne est mortelle pour la classe ouvrière.

La LCR, il faut le reconnaître, n'a pas la moindre hésitation; sa proposition qui « vise à engager une discussion sans exclusive » s'adresse « d'emblée à l'ensemble de la gauche, du mouve-

La LCR ...

ment ouvrier); sa «nouvelle entente», elle la propose «à l'ensemble des forces de gauche» et elle cherchera à «engendrer le maximum de prises de position unitaires», etc. L'appel à l'unité a toujours été le refrain préféré des réformistes et de leurs valets, qui dénoncent toujours les révolutionnaires comme des diviseurs. A ceux qui avançaient l'argument selon lequel «les masses veulent l'unité» pour justifier leur alliance avec les organisations réformistes, Trotsky répliquait sèchement: «Nous répondons que la poussée instinctive pour l'unité est très souvent une poussée propre aux masses; mais une recherche consciente de l'unité sur une base révolutionnaire est propre à l'avant-garde prolétarienne. Laquelle de ces deux tendances des marxistes révolutionnaires devraient-ils soutenir? (...) Quand les centristes, sur les talons de la droite commencent à trop proclamer l'unité, le marxiste a le droit d'être sur ses gardes. L'unité de qui? Au nom de quoi? Contre qui? (1)».

Bien sûr, la LCR ne peut manquer d'affirmer que cette unité sans exclusive avec l'ensemble du réformisme sera différente de l'ancienne Union de la gauche. Comment cela serait-il possible? Nos trotskystes ont une recette infailible: «(...) faire naître un réseau de collectifs unitaires capables, à l'occasion d'assises nationales préparées démocratiquement à tous les niveaux, d'élaborer la charte en laquelle pourraient se reconnaître toutes celles et tous ceux qui veulent reconstruire une gauche digne de ce nom, radicale et honnête».

La question fondamentale n'est plus de savoir si les organisations et partis de gauche sont réformistes ou révolutionnaires, s'ils défendent ou s'ils combattent le capitalisme et l'Etat bourgeois, mais s'ils sont ou non «honnêtes»! Engels, dans sa critique des glissements opportunistes qui se faisaient jour dans le parti socialiste allemand, écrivait que l'opportunisme honnête était le plus dangereux de tous. Ce n'est pas par manque d'honnêteté que les partis et organisations de gauche ont rendu tous les services qu'ils ont pu au capitalisme et qu'ils ont lancé leurs attaques contre la classe ouvrière lorsqu'ils étaient au gouvernement comme lorsqu'ils sont dans l'opposition!

La LCR essaye en réalité de faire oublier le rôle de cette gauche, sa nature réelle de serviteur plus que zélé du capitalisme, sa fonction fondamentale contre-révolutionnaire; voilà, soit-dit en passant, qui permet de se faire une idée de la portée de la confrontation programmatique que la LCR assure vouloir mener avec elle. Former des «collectifs unitaires» avec les réformistes pour que ces collectifs décident ensuite «démocratiquement» une charte commune signifie en effet exclure d'entrée une confrontation et privilégier au contraire ce qui ne divise pas. Mais de toute façon, ce n'est que dans la conception crassement libérale et idéaliste que les programmes des partis - ce qui constitue leur raison d'être - peuvent et doivent être soumis à la discussion et l'élaboration démocratiques. Selon la conception marxiste les programmes des partis expriment ou reflètent les positions et intérêts des différentes classes. Envisager un rapprochement programmatique n'est possible que pour des partis se trouvant sur le même terrain de classe et défendant les mêmes perspectives. En faisant ses propositions la LCR affirme qu'elle se situe sur le même terrain que les réformistes et qu'elle a les mêmes perspectives.

Car si l'on veut l'unité à tout prix

avec les réformistes, il ne suffit pas de copier leur langage, il ne suffit pas de mentir aux prolétaires sur leur nature réelle, il faut aussi adopter leurs objectifs. En complément de son appel à une entente avec les partis de gauche (mais orienté surtout en direction du PCF, au regret d'une partie des militants de la Ligue qui préféreraient privilégier le PS), la LCR avance «10 propositions pour une alternative politique» qu'elle propose à la discussion des partis de gauche (et elle annonce qu'elle va présenter des candidats aux prochaines législatives s'il n'est pas possible d'arriver à des candidatures communes avec ces partis). Ces 10 propositions d'une «autre politique» tendent implicitement à accrédi-ter l'idée réformiste que les prolétaires (mot d'ailleurs abandonné par la LCR, comme d'autres mots de la terminologie marxiste: classe, révolution, etc.) ne souffrent pas des conséquences inévitables du mode de production capitaliste, mais d'une mauvaise politique. Il suffirait que soit élu un gouvernement «vraiment à gauche» pour que soit mise en oeuvre une politique donnant satisfaction aux revendications des masses, une «politique pour la démocratie» pourrait-on résumer en reprenant le titre de la dernière des 10 propositions de la LCR.

Aux trois questions posées par Trotsky dans le passage que nous avons cité ci-dessus, Krivine et ses camarades (à l'instar de Lutte Ouvrière, il semble que la LCR a davantage recours à la personnalisation de son activité, signe là aussi révélateur d'une adhésion aux méthodes politiques bourgeoises) répondent: **unité de tous les réformistes, au nom de la démocratie, contre une variante libérale du capitalisme**, autrement dit unité avec les contre-révolutionnaires, au nom de l'idéal politique bourgeois, contre seulement une mauvaise politique du capitalisme.

Démonstration est ainsi faite qu'ils ne sont pas des marxistes révolutionnaires, - et c'est très logiquement qu'ils ont annoncé qu'un prochain congrès extraordinaire mettrait à l'ordre du jour l'abandon de l'appellation «communiste révolutionnaire», ainsi que le changement de leurs principes d'organisation - mais bien des centristes parfaitement semblables à ceux que Trotsky dénonçait autrefois. C'est-à-dire des adversaires de la lutte révolutionnaire, des adversaires de l'émancipation prolétarienne, des flancs-gardes des grands appareils de la collaboration des classes.

(1) cf Léon Trotsky, «Le mouvement communiste en France», p.531. Nous donnons une citation de Trotsky, parmi cent autres d'auteurs marxistes, mais il ne faudrait pas oublier que Trotsky lui-même porte une lourde part de responsabilité dans la dégénérescence de ses disciples en préconisant une ligne tactique condamnable. La citation est extraite d'un texte écrit par Trotsky pour convaincre ses propres partisans de ne pas céder aux sirènes de l'unité avec les réformistes, après qu'il les ait lui-même forcé à rejoindre les rangs du Parti Socialiste! La rançon de cette tactique plus qu'élastique, en rupture avec les limites d'une conception tactique saine, cohérente avec les principes et les orientations communistes, a été la transformation politique rapide des trotskystes en manoeuvriers sans principe sous le coup des zig-zag brutaux imposés par Trotsky pour la recherche de succès rapides ou pour empêcher in extremis leur passage à l'ennemi. Une fois Trotsky disparu, plus rien n'a fait obstacle à ce que cette dégénérescence débouche sur une adaptation définitive au réformisme, sur le centrisme.

En marge du centenaire de la mort d'Engels:

Pour la défense du marxisme! (5)

Pour clore cette petite série consacrée à l'oeuvre d'Engels nous ne pouvions mieux faire que publier un texte qui illustre ses efforts inlassables pour contrer les déviations opportunistes qui apparaissaient dans les partis ouvriers à la fin du siècle dernier, en dépit du fait que l'essentiel de son temps était consacré au travail de mise en forme et de préparation à l'édition des matériaux du «Capital». Engels affirmait que «à la racine de toute erreur politique, il y a une erreur théorique» et c'est celle-ci qui doit donc être mise en évidence et rectifiée si l'on veut retrouver la ligne politique juste.

Nous donnons ici de larges extraits d'un texte paru en 1958 en «corollaire» à une réunion du parti (1).

Engels et les programmes socialistes agraires

En 1894, au mois de septembre, le parti ouvrier marxiste français (celui de Guesde et de Lafargue) adopta lors de son congrès de Nantes un programme d'action dans les campagnes. En octobre le parti social-démocrate allemand s'occupa du même thème à Francfort. Engels à la fin de sa longue vie suivait de près le mouvement de la Deuxième Internationale ouvrière fondée après la mort de Marx en 1889. Il devait désapprouver nettement la résolution des français, alors qu'il était plus satisfait par le congrès allemand, où fut repoussé une tendance droitiste analogue à celle qui avait prévalu à Nantes.

Engels consacra au sujet un article d'une très grande importance qui fut publié dans la revue «Neue Zeit» en novembre 1894. Cet article est publié dans une traduction pas très exacte dans la revue stalinienne «Cahiers du communisme» de novembre 1955. Les rédacteurs de la publication disent dans leur présentation du texte qu'ils ont trouvé chez un arrière-neveu de Marx (comme on sait Lafargue était le gendre de celui-ci) une correspondance très intéressante d'Engels avec Lafargue. Engels ne cache pas ses critiques et leurs formulations sont vraiment importantes; on peut seulement s'étonner de la désinvolture des staliniens qui présentent un matériel historique qui les frappe directement (2)!

Avec une certaine amertume en dépit du ton serein, le vieil Engels dit à Lafargue: vous, les révolutionnaires intransigeants d'autrefois, vous tendez un peu plus que les allemands vers l'opportunisme. Dans une lettre ultérieure Engels tient à souligner qu'il a écrit l'article critique dans un esprit amical, mais il n'hésite pas à répéter: «vous vous êtes laissés entraîner un peu trop loin sur la pente opportuniste». Ces citations sont aussi utiles pour établir à quand remonte la terminologie utilisée dans nos discussions, à laquelle nous avons toujours accordé la plus grande importance. Avant la mort d'Engels, les marxistes de gauche (qui en 1882 s'étaient séparés au congrès de Roanne des «possibilistes», partisans de l'entrée dans des ministères bourgeois) s'appelaient révolutionnaires intransigeants, comme s'appelaient dans la première décennie du siècle la fraction de gauche du parti socialiste italien, opposée au réformisme de Turati et au possibilisme de Bissolati, et d'où naquit le Parti Communiste à la suite d'une sélection ultérieure.

Le mot opportuniste que beaucoup de jeunes croient avoir été inventé par Lénine dans son impétueuse bataille au moment de la première guerre mondiale, a été en réalité utilisé par Marx et

Engels dans leurs écrits. A plusieurs reprises nous avons fait remarquer qu'il n'est pas des plus heureux du point de vue sémantique parce qu'il conduit à l'idée d'un jugement d'ordre moral et non socialement déterministe. Cependant le mot a désormais des droits historiques et pour nous tous il exprime la lie et la boue par rapport au marxisme sain.

Dans cette lettre écrite pour «ménager» un peu le révolutionnaire insoupçonnable Lafargue, Engels nous en donne une définition tranchante comme une épée. La phrase: vous vous êtes mis sur la pente opportuniste, est suivie des mots: «A Nantes vous étiez en train de sacrifier l'avenir du Parti au succès d'un jour». La définition peut rester lapidaire: **est opportuniste la méthode qui sacrifie l'avenir du Parti au succès d'un jour**. Infirmie à tous ceux, alors et ensuite, qui l'ont pratiqué!

Il est temps d'en venir à la substance de la question et à l'écrit d'Engels. Celui-ci concluait qu'il était encore temps pour les français de s'arrêter sur cette pente opportuniste, et il espérait que son article y contribue. Mais où en sont arrivés les français (et les italiens) en 1958?

Socialistes et paysans à la fin du dix-huitième siècle

L'étude d'Engels est précédée d'un tableau de la situation générale de la population agricole d'Europe à cette époque. Les partis bourgeois avaient toujours pensé que le mouvement socialiste se développait seulement parmi les ouvriers industriels des villes, et ils s'étonnaient alors que la question paysanne était à l'ordre du jour de tous les partis socialistes existants. La réponse d'Engels est celle qui est avancée à tout moment, par exemple quand nous avons montré qu'en plein vingtième siècle les questions sociales des pays de couleur et non développés industriellement ne peuvent être enfermées dans le rigide dualisme capitalistes-prolétaires; mais le marxisme doit toujours et partout avoir des réponses de doctrine et d'action pour tout le cadre pluri-classiste et non bi-classiste de la société.

Engels est en mesure de faire deux seules exceptions à la présence fondamentale d'une grande classe de paysans qui ne soient ni des salariés ni des entrepreneurs: la Grande-Bretagne proprement dite et la Prusse à l'est de l'Elbe. Ce n'est que dans ces deux régions que la grande propriété terrienne et la grande industrie agricole ont totalement liquidé le petit paysan travaillant pour son propre compte. Observons que même dans ces deux cas exceptionnels le tableau comporte trois classes (comme chez Marx même quand il traite de

(Suite en page 6)

Pour la défense du marxisme! (5)

(Suite de la page 5)

la société bourgeoise modèle): salarié urbain ou rural, entrepreneur capitaliste industriel ou agricole, propriétaire de la terre à la manière bourgeoise, et non féodale.

Dans les autres pays, pour Engels comme pour tous les marxistes, «*le paysan est un facteur très important dans la population, la production et le pouvoir politique*». Personne n'a donc le droit de dire: pour moi les paysans n'existent pas, à la façon d'une autre palinodie: pour moi les mouvements des peuples de couleur n'existent pas.

Mais que la théorie de la fonction de ces classes sociales, et la manière pour le parti marxiste de se comporter envers elles, doivent être une copie de celles des partis de la démocratie petite-bourgeoise, voilà l'autre énormité contre laquelle Engels va lancer une de ses «mises au point». Mieux, nous dirons qu'il s'agit d'une autre formulation de la même énormité.

Comme seul un fou pourrait contester le poids des paysans dans la statistique démographique et économique, Engels arrive tout de suite au point scabreux: quel est leur poids en tant que facteur de la lutte politique?

La réponse est évidente: la plupart du temps les paysans n'ont fait preuve que de leur apathie, fondée sur l'isolement de la vie paysanne. Mais cette apathie n'est pas un fait sans conséquence: «*elle est le plus grand soutien non seulement du despotisme russe, mais aussi de la corruption parlementaire de Paris et de Rome*». Ce n'est pas nous qui avons mis Rome là, mais Engels, il y a bel et bien 64 années de cela.

Engels montre que depuis qu'est né le mouvement ouvrier des villes, les bourgeois n'ont jamais hésité à chercher à exciter contre lui les paysans propriétaires, en présentant les socialistes comme ceux qui abolissent la propriété; et les propriétaires terriens ont fait de même, en feignant d'avoir un bastion commun à défendre avec le petit paysan.

Est-ce que, dans sa lutte pour le pouvoir politique, le prolétariat industriel doit accepter comme inévitable que toute la classe paysanne soit une alliée active de la bourgeoisie à renverser? Engels introduit le point de vue marxiste sur la question en affirmant immédiatement qu'une telle perspective doit être repoussée et qu'elle est aussi peu utile à la cause révolutionnaire que celle selon laquelle le prolétariat ne peut vaincre qu'après la disparition de toutes les classes intermédiaires.

En France, comme les oeuvres classiques de Marx l'ont montré de façon inégalable, l'histoire a enseigné que les paysans ont toujours pesé de tout leur poids pour faire pencher la balance du côté opposé à celui de la classe ouvrière, du premier au second Empire et contre les révolutions parisiennes de 1831, 1848-49 et 1871.

Comment donc déplacer un tel rapport de force? Que faut-il exposer et promettre aux petits paysans? On est là en plein coeur du problème agricole. Mais ce qui est le but de l'exposé d'Engels est d'écartier comme anti-marxiste et contre-révolutionnaire toute défense conservatrice de la petite propriété. Qu'aurait dit le grand et vieux Friedrich si quelqu'un était venu proposer, comme on le fait aujourd'hui en France et en Italie, d'étendre parmi toute la

population rurale la propriété de toute la terre travaillée?

Programmes français

Déjà en 1892 au congrès de Marseille le parti ouvrier français avait tracé un programme agricole (c'était l'année où en Italie avait lieu la séparation d'avec les anarchistes et où naissait à Gênes le parti socialiste italien).

Ce premier programme est moins condamné par Engels que celui de Nantes, du fait que le second, comme nous allons le voir, avait fait violence aux principes théoriques dans le but d'introduire l'appui du parti aux intérêts immédiats des petits paysans. A Marseille le parti s'était limité à indiquer les objectifs pratiques de l'agitation parmi les paysans (on était alors partisan de la fameuse distinction entre programme maximum et programme minimum qui conduisit par la suite à toute la crise historique des partis socialistes). Engels releva que pour les petits paysans - parmi lesquels on considérait alors surtout les fermiers plus que les travailleurs propriétaires - ces objectifs étaient tellement modestes que d'autres partis les avaient avancés et que beaucoup de gouvernements bourgeois les avaient réalisés: associations pour l'achat de machines agricoles et d'engrais, location de machines par les communes rurales avec l'aide de l'Etat pour constituer un parc, interdiction de la saisie de la récolte sur pied par le propriétaire, révision du cadastre, etc.

Engels accorde encore moins d'intérêt aux revendications pour les salariés agricoles; certaines sont évidentes parce qu'elles sont les mêmes que pour les ouvriers de l'industrie, comme le salaire minimum, d'autres sont tolérables, comme la formation sur les terrains communaux de coopératives agricoles de production.

Toutefois ce programme procura au parti un succès notable lors des élections de 1893, au point qu'on voulut, à la veille du congrès, aller plus loin dans la voie des revendications pour les paysans. On sentait bien cependant que l'on s'aventurait là sur un terrain dangereux, et l'on voulut faire précéder des considérations théoriques pour montrer qu'il n'y avait pas de contradiction entre le programme maximum socialiste et la protection du petit paysan, y compris dans son droit de propriétaire! C'est là qu'Engels, après avoir cité les considérants du programme, fait porter toute sa critique. On cherche, dit-il, «*à montrer que les principes du socialisme demandent que l'on protège la petite propriété contre la ruine dont la menace le mode de production capitaliste, bien que l'on voie parfaitement que cette ruine est inévitable*».

Le premier considérant affirme qu'aux termes mêmes du programme général du parti les producteurs ne seront libres que lorsqu'ils seront en possession des moyens de production. Selon le second considérant, si, dans le domaine industriel, on peut prévoir la restitution des moyens de production aux producteurs sous forme collective ou sociale, dans le domaine agricole, au moins en France, le moyen de production, la terre, est possédée dans la plupart des cas à titre individuel par le travailleur.

Selon le troisième considérant la propriété paysanne «*est fatalement appelée à disparaître*», mais «*le socialisme*» n'a pas à «*précipiter cette disparition, son rôle n'étant pas de séparer la propriété et le travail, mais au contraire de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs de toute production*».

Dans le quatrième considérant il est dit que, de même que les implantations industrielles doivent être enlevées aux

capitalistes privés pour être données aux travailleurs, de même les grands domaines fonciers doivent être donnés aux prolétaires agricoles; et par conséquent il est le devoir, toujours du «*socialisme*», de «*maintenir en possession de leurs lopins de terre, contre le fisc, l'usure et les envahissements de nouveaux grands propriétaires fonciers, les propriétaires cultivant eux-mêmes leur terre*».

Le cinquième considérant est celui qu'Engels trouve le plus scandaleux: si les premiers font une terrible confusion doctrinale, celui-ci anéantit carrément le concept de lutte des classes: «*il y a lieu d'étendre cette protection aux producteurs qui, sous le nom de fermiers et de métayers, font valoir les terres des autres, et qui, s'ils exploitent des journaliers, y sont en quelque sorte contraints par l'exploitation dont ils sont eux mêmes victimes*».

La lamentable conclusion

De ses prémisses malheureuses surgit le programme pratique qui est «*destiné à coaliser dans la même lutte contre l'ennemi commun, la féodalité terrienne, tous les éléments de la production agricole, toutes les activités qui, à des titres divers, mettent en valeur le sol national*». Ici, comme Engels la démontre, malgré sa préoccupation évidente de ne pas traiter d'ânes de vieux militants qui se disent marxistes, c'est toute la perspective historique qui est jetée en l'air; on confond dans la France de 1894 les féodaux éliminés un siècle plus tôt par la grande révolution, non pas tant avec les entrepreneurs capitalistes de l'agriculture, qui sont invités à entrer dans la grande coalition, parce que par leur activité ils mettent en valeur la terre (!); mais avec les propriétaires terriens bourgeois, qui n'exercent pas d'activité agricole mais vivent de la rente payée par de petits fermiers ou de grands métayers. Cette troisième classe du schéma marxiste de la société capitaliste n'a rien à voir avec l'antique noblesse féodale: elle a acheté ses biens fonciers avec de l'argent et elle peut la vendre étant donné que «*la révolution bourgeoise a fait de la terre un article de commerce*», tandis que la classe féodale avait un droit inaliénable non seulement sur la terre mais aussi sur les travailleurs qui la peuplaient. Engels rappelle à ces disciples maladroits que contre cette classe féodale il y eut une coalition «*pendant un certain temps, pour des buts définis*»; mais il est clair que de ce bloc historique, dont l'époque était lointaine en France, et qui était encore actuelle dans la Russie de 1894, même les «*seigneurs bourgeois de la terre*» faisaient partie.

Cette erreur pestilentielle suffoque encore aujourd'hui l'horizon prolétarien en Europe par la faute de l'opportunisme stalinien triomphant. Les armes doctrinales pour en combattre les conséquences catastrophiques ne doivent pas être cherchées dans les données fournies par l'évolution de 1894 à nos jours, mais dans le même puissant arsenal utilisé par Engels.

Cette politique agricole résolument bloccarde supprime la lutte des classes, et comme elle est conduite par le parti qui regroupe les travailleurs des usines, elle la supprime aussi au bénéfice des capitalistes industriels: elle est la garantie de survie de la forme sociale bourgeoise jusqu'à ce que ces partis élargis entrent en désagrégation.

Mais en restant à la partie doctrinale, avant de considérer la partie politique, il faut faire une autre remarque bien plus pessimiste mais qu'il serait vain d'omettre: aujourd'hui, à la différence de 1894, l'opportunisme

n'est plus une menace; il a emporté toutes les énergies de la classe ouvrière. Presque tous les groupes qui s'opposent aux partis staliniens ou post-staliniens et qui s'en sont séparés - ce qui ferait espérer que la désagrégation dont nous avons parlé ait déjà commencé - montrent qu'ils ont sur le «*contenu du socialisme*» des idées encore plus non-marxistes que celles du programme de Nantes (puisque nous sommes en France nous pouvons citer le groupe *Socialisme ou Barbarie*). Nous les appellerions anti-marxistes si nous n'étions pas en présence du langage serein de Friedrich Engels, qui évidemment savait d'expérience, et à la suite des nombreuses et drues réprimandes du père Marx, que les Français n'aiment pas être choqués, ni même froissés. Dans le premier cas ils font la grimace d'un d'Artagnan, dans le deuxième, d'un Talleyrand. Attention, pour qui se souvient d'une plaisanterie du deuxième congrès de l'Internationale communiste à Moscou: Frossard (un précurseur mondial du non-marxisme) a été froissé (3). Et celui qui avait osé faire ça s'appelait Lénine!

(A suivre)

(1) Ce texte a été publié sur «*Il Programma Comunista*» n°16/1958, en corollaire à la réunion générale du parti de Turin des 1-2/6/58. Une traduction française, comportant de nombreuses erreurs, se trouve dans le recueil «*Bordiga ou la passion du communisme*», «*Cahiers Spartacus*» n°58 (octobre 1974).

(2) Cet article fut édité en brochure par les Ed. Sociales en 1956. Epuisé, non seulement il ne fut jamais réédité par ces éditions du PCF, mais il fut même rayé de leur catalogue! Nous l'avons republié dans notre revue théorique «*Programme Communiste*» n° 65. La très intéressante «*Correspondance Engels-Lafargue*» fut éditée par les Ed. Sociales en 1959. Elle est depuis longtemps introuvable.

(3) Frossard, qui allait devenir le premier secrétaire général du PCF avant de retourner à la social-démocratie, était venu au IIe congrès avec son compère Cachin, prendre contact avec l'Internationale mandatée par le Parti Socialiste français. Malgré leurs manifestations déclamatoires d'enthousiasme pour la révolution russe, ils furent, en tant que représentants de la majorité centriste du PS, durement critiqués par les chefs bolchéviques, notamment par Lénine. cf «*Programme Communiste*» n° 59: «*Le deuxième congrès de l'I.C.: un sommet et une croisée des chemins*».

Programme communiste Revue théorique du Parti Communiste International N°94 - Mai 95 - 25 F - (76 pages)

Sommaire

- Le nouveau désordre mondial: De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale.
- Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1).
- La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (1). (Réunion de San Donà - déc. 1992)
- Le capitalisme soviétique en crise (Fin).
- C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agricole
- A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Riccardo Salvador.
- Sur le fil du temps: La batrachomyomachie.

Un commentaire d'Engels sur les dernières élections américaines

Nous n'avons pas l'intention de faire une grande analyse des dernières élections américaines ni encore moins d'évaluer les mérites et les torts respectifs des programmes des candidats. Les commentateurs ont suffisamment rapporté que ces programmes se ressemblaient comme deux gouttes d'eau, au point que Dole, le candidat républicain, n'avait trouvé d'autre solution pour tenter de rattraper son retard sur son rival, que d'accentuer encore les attaques personnelles qui sont traditionnelles dans ces occasions. Le parti Républicain a fait grand bruit sur les contributions financières versées aux Démocrates par des hommes d'affaires ou des «lobbyistes» véreux - parfois étrangers de surcroît - mais les Démocrates ont répliqué en rappelant que Dole, lorsqu'il était un leader du sénat, avait empêché les tentatives de limiter ou de réglementer les «dons» versés aux politiciens par les businessmen ou les entrepreneurs...

Et en dépit du tapage publicitaire et de la mobilisation des médias, plus de la moitié des électeurs potentiels n'ont pas jugé que cette compétition électorale les concernait suffisamment pour prendre la peine d'aller voter.

Tous ces traits de la grande démocratie américaine, Engels les avait déjà signalés en quelques lignes il y a plus d'un siècle. Depuis cette époque, si des choses ont changé (il existe une énorme armée permanente, la bureaucratie s'est développée de façon proliférante, etc.), elles n'ont rien enlevé au jugement d'Engels.

«Nulle part les "politiciens" ne forment dans la nation un clan plus isolé et plus puissant que dans l'Amérique du Nord, précisément. Là, chacun des deux grands partis, qui se relaient au pouvoir, est lui-même dirigé par des gens qui font de la politique une affaire, spéculent sur les sièges aux assemblées législatives de l'Union comme à celle de l'Etat, ou qui vivent de l'agitation pour leur parti et sont récompensés de sa victoire par des places. On sait assez combien les Américains cherchent depuis trente ans à secouer ce joug devenu insupportable, et comment, malgré tout, ils s'embourbent toujours plus profondément dans ce marécage de la corruption. C'est précisément en Amérique que nous pouvons mieux voir comment la puissance de l'Etat parvient à l'indépendance envers la société, dont à l'origine, elle ne devait être que le simple instrument. Là n'existe ni dynastie, ni noblesse, ni armée permanente (à part la poignée de soldats commis à la surveillance des Indiens), ni bureaucratie avec postes fixes et droit à la retraite. Et pourtant, nous avons là deux grandes bandes de politiciens spéculateurs, qui se relaient pour prendre possession du pouvoir de l'Etat et l'exploiter avec les moyens les plus corrompus et pour les fins les plus éhontées; et la nation est impuissante en face de ces deux grands cartels de politiciens qui sont soi-disant à son service, mais, en réalité, la dominent et la pillent.»

Extrait de l'Introduction à l'ouvrage de Marx, «La guerre civile en France», 18 mars 1891 (Editions Sociales 1968, p.300 - 301).

Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (I)

(Suite de la page 1)

dessus citée: la bourgeoisie italienne, puis la bourgeoisie allemande et un certain nombre de bourgeoisies moindres ont pu vaincre le prolétariat et entraîner derrière elles les classes moyennes que le capitalisme opprime, parce qu'au lieu d'avoir contre elles un prolétariat communiste trempé, elles n'ont trouvé qu'un prolétariat largement «anti-fasciste» qui n'a pas su répliquer à la violence capitaliste par sa violence prolétarienne et se saisir à temps du pouvoir. Surtout - puisque de toute façon, ce n'est ni le prolétariat italien, ni le prolétariat allemand qui, à eux seuls, pouvaient faire l'histoire du XXème siècle, et que de toute évidence, c'est le prolétariat européen et mondial qui est en cause - si le capitalisme domine toujours, c'est que le prolétariat n'en est pas encore arrivé à revendiquer sa propre dictature révolutionnaire sous la même influence politique que celle qui a permis déjà son écrasement dans les années 21-33, à savoir l'attachement persistant aux apparentes concessions économique-sociales qu'il attend de la forme démocratique, mais s'imagine abolies par un pouvoir fasciste déclaré.

(...) Ce rapport sur le Parti communiste d'Italie devant l'offensive fasciste démontre sur la base indiscutable des faits et des textes, quelques vérités trop oubliées: le véritable fossoyeur du prolétariat italien n'a pas tant été le mouvement fasciste, mais la social-démocratie qui, face aux violences des bandes noires, n'a jamais su faire autre chose qu'invoquer le respect de la légalité. Le fascisme lui-même n'a pas triomphé uniquement par la violence, mais aussi par une démagogie réformiste à laquelle les socialistes de la IIe Internationale n'avaient que trop habitué le prolétariat. Enfin, la seule force au monde qui puisse sans mentir effrontément témoigner d'une lutte effective - à la fois politique et militaire - contre le fascisme, d'une lutte purement prolétarienne et libérée de toutes les influences bourgeoises et opportunistes, c'est le Parti Communiste d'Italie qui à l'époque se trouvait précisément dans les mains de notre courant.

En d'autres termes, c'est précisément la seule section de l'Internationale communiste qui se soit énergiquement refusée aux concessions excessives que faisait la direction de l'Internationale à l'anti-fascisme de type démocratique (concessions auxquelles est malheureusement attaché pour toujours le nom du malheureux Zinoviev) et qui ait dénoncé les dangers opportunistes que cela faisait courir au mouvement communiste; qui a aussi conduit une lutte cohérente, opiniâtre, pleine d'abnégation aussi contre les misérables bandes noires du fascisme italien. Si elle fut vaincue, cela dépendit de circonstances plus fortes que la volonté du meilleur parti révolutionnaire. Du moins ne fut-elle pas politiquement liquidée, comme ce fut malheureusement le cas de tous les partis communistes du monde finalement tombés dans une défense pure et simple de la démocratie. Ce n'est pas un hasard. Car seule sa façon marxiste et révolutionnaire de mener et de diriger la lutte vitale contre le mouvement

fasciste lui a évité, entre 1939 et 1945, l'adhésion à la guerre impérialiste, c'est-à-dire la mortelle trahison de l'internationalisme prolétarien qui a mis le point final, pour de trop longues années, à la tentative du prolétariat européen et mondial de s'organiser en Parti communiste international, condition indispensable de la victoire sur le Capital auquel l'anti-fascisme a assuré une si longue survie.

APPEL CONTRE LA RÉACTION FASCISTE

[Comme nous n'avons pas la place de décrire sur ces colonnes la lutte du PC d'I. contre la bourgeoisie, son Etat et ses forces de répression légales ou fascistes, ainsi que le sabotage des luttes prolétariennes par les réformistes, nous invitons le lecteur intéressé à se reporter au rapport publié sur les n° 45, 46, 47, 48-49 et 50 de «Programme Communiste». Nous nous contentons de publier ci-dessous deux extraits de ce même rapport, tirés des n° 45 et 46 de notre revue théorique. Nous commençons par l'«Appel contre la réaction fasciste» lancé le 2 mars 21 par le PC à peine né (NdIR)].

Camarades!

Dans la tragique situation d'aujourd'hui, le Parti communiste a le devoir de s'adresser à vous.

Dans de nombreuses régions et villes d'Italie, des heurts sanglants entre le prolétariat et les forces régulières et irrégulières de la bourgeoisie se succèdent et se multiplient. Parmi tant de victimes connues ou obscures, le Parti communiste note la perte d'un de ses meilleurs militants, Spartaco Lavagnini, tombé à Florence au poste de responsabilité qu'il occupait face à la classe ouvrière et à son parti. A sa mémoire et à celle de tous les prolétaires tombés dans la lutte, les communistes adressent le salut d'hommes que leur foi et leur action trempent contre l'épreuve.

Les événements qui se précipitent montrent que le prolétariat révolutionnaire d'Italie ne cède pas aux coups de la réaction à laquelle la bourgeoisie et son gouvernement recourent depuis quelques mois avec ses bandes armées qui s'en prennent aux travailleurs aspirant à leur émancipation de classe. Des Pouilles rouges, de la Florence prolétarienne, de tant d'autres centres, nous parviennent des nouvelles qui montrent que malgré l'infériorité de ses moyens et de son organisation, le prolétariat a su répondre aux attaques, se défendre et frapper ceux qui le frappaient.

L'infériorité du prolétariat - qu'il serait inutile de dissimuler - dépend de l'insuffisance de son organisation; seule la méthode communiste peut la lui donner, et elle passe par la lutte contre les anciens chefs et contre leurs méthodes dépassées d'action pacifique. Les coups que la bourgeoisie porte aux masses doivent les convaincre qu'il est nécessaire d'abandonner les dangereuses illusions réformistes et de se débarrasser de ceux qui prêchent une paix sociale qui n'est historiquement plus possible.

Fidèle à la doctrine et à la tactique de l'Internationale de Moscou, le Parti communiste a appelé les forces conscientes du prolétariat d'Italie à s'unir pour se donner la préparation et l'orga-

nisation qui jusque là leur a manqué et qui n'a existé que dans la démagogie réformiste. Il ne prêche pas l'apaisement des esprits ni la renonciation à la violence et dit clairement aux travailleurs qu'ils ne peuvent pas se contenter des armes de la propagande, de la persuasion ou de la légalité démocratique, qu'il leur faut des armes réelles et non pas métaphoriques. Il proclame avec enthousiasme sa solidarité avec les ouvriers qui ont répondu à l'offensive des blancs en rendant coup pour coup et les met en garde contre les chefs qui reculent devant leurs responsabilités et qui propagent la stupide utopie d'une lutte sociale civilisée et chevaleresque, semant le défaitisme dans les masses et encourageant la réaction: ce sont les pires ennemis du prolétariat et c'est à juste titre que l'adversaire se rit de leurs sottises.

Le mot d'ordre du Parti communiste est d'accepter la lutte sur le terrain que la bourgeoisie a choisi et sur lequel la crise mortelle qui la travaille l'a irrésistiblement portée. Il est de répondre à la préparation par la préparation, à l'organisation par l'organisation, à la discipline par la discipline, à la force par la force et aux armes par les armes.

Il ne saurait y avoir de meilleure préparation à l'offensive que les forces prolétariennes devront immanquablement lancer un jour contre le pouvoir bourgeois et qui sera l'épilogue des luttes actuelles.

(C'est sur cette base que se constituera l'organisation militaire du Parti et en attendant, ces directives renforcent et stimulent la volonté de lutte des obscurs militants de la classe ouvrière. Le Parti n'ignore pas les difficultés qui restent à surmonter pour donner à l'action spontanée vigoureuse des masses une direction politique et une organisation unitaire et qui dérivent essentiellement de l'influence persistante du socialisme légalitaire et pacifisme dans les masses. Il ne les cache pas non plus aux ouvriers. On ne trouve pas un atome de démagogie dans son appel, mais seulement une sévère exhortation à répondre à une réaction bourgeoise, à la fois légale et illégale, d'une implacable dureté, par des moyens opposés à ceux de l'époque réformiste et que les communistes se disposaient à mettre en oeuvre.)

L'action et la préparation doivent devenir de plus en plus effectives et systématiques, et la démagogie doit cesser. Dans la situation actuelle, il reste encore beaucoup à faire, reconnaissons-le, pour que la riposte prolétarienne aux attaques adverses prenne

(Suite en page 8)

IL COMUNISTA (Bimestriale)

No 52 - Novembre 1996

-Si vota, si spara, si commercia
-I capitalisti italiani sono riusciti a sfruttare molto più intensamente i «propri» lavoratorisalariali del capitalisti giapponesi.
I proletari italiani ringraziano
-Metalmeccanici. Lo sciopero di settembre
-Lo sciopero ? per i collaborazionisti è roba vecchia, da soffitta
-Terrorismo e comunismo - III
-Su Auschwitz, sull'antisemitismo ...
-Auschwitz o il grande alibi: Ciò che noi neghiamo e ciò che noi affermiamo
-Bordiga non ha bisogno della pelosa difesa da parte di sedicenti custodi dell'onore della Sinistra comunista
-Budapest 1956: Con la tresca immonda fra comunismo e democrazia, tutto hanno sfasciato i cani rinnegati
-Perché la solidarietà con gli immigrati non resti una parola vana
-Questioni storiche dell'Internazionale comunista - IV (I° parte)

Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (I)

(Suite de la page 7)

le caractère d'une action générale et coordonnée seule capable d'assurer la victoire.

Pour cette action générale, le prolétariat ne pourrait aujourd'hui recourir à d'autres formes d'action que celles qui ont été bien souvent adoptées, mais dont la direction, dans l'état actuel des choses, resterait, en totalité ou en partie, dans les mains d'organismes politiques et économiques dont la méthode et la structure ne peuvent conduire qu'à de nouvelles déceptions et qui ne laissent d'autre perspective que d'être arrêtées ou abandonnées dans leur action. Tant que les réformistes pourront encore usurper les postes de direction dans les organisations qui encadrent les masses, il en sera ainsi.

Dans une perspective pareille, le Parti communiste n'entreprendra aucun mouvement général exigeant qu'il se mette en rapport avec de semblables éléments, à moins que la situation ne lui laisse pas d'autre possibilité. En l'état actuel, le Parti communiste affirme qu'il ne faut pas accepter d'action à l'échelle nationale en commun avec ceux dont les méthodes ne peuvent conduire qu'au désastre. S'il fallait que cette action se produise, le Parti communiste ferait son devoir pour que le prolétariat ne soit pas trahi au plus fort de la lutte, en surveillant étroitement les adversaires de la révolution.

Aujourd'hui donc, le Parti communiste donne à ses militants le mot d'ordre de résister localement sur tous les fronts aux attaques fascistes, de revendiquer les méthodes révolutionnaires, de dénoncer le défaitisme des sociaux-démocrates que, par faiblesse et par erreur, les prolétaires les moins conscients peuvent considérer comme des alliés possibles devant le danger.

Que la ligne de conduite à observer reste celle-là ou qu'elle devienne plus radicale, le centre du parti sait que, du premier au dernier, les communistes feront tout leur devoir, fidèles à leurs martyrs et conscients de leur responsabilité de représentants de l'Internationale révolutionnaire de Moscou en Italie.

Vive le communisme! Vive la révolution mondiale!

Le Parti communiste d'Italie

La Fédération des Jeunesses communistes d'Italie

LA LUTTE DU PARTI COMMUNISTE POUR L'ENCADREMENT MILITAIRE DES MASSES

(...) Par l'appel ci-dessus, le Parti communiste montrait au prolétariat que pour répondre à la violence bourgeoise, la seule voie était celle de la violence prolétarienne. Sa propagande dénonçait également l'action défaitiste et pacifiste des réformistes qui devait se concrétiser quelques mois plus tard dans le honteux «pacte de pacification» entre le Parti socialiste et les fascistes, pacte qui, bien entendu ne pouvait que désarmer la classe ouvrière face à ses ennemis. Mais toute la propagande n'était que la prémisse nécessaire à la préparation de l'affrontement discipliné des forces ouvrières et de l'ennemi de classe. Pour cela il était nécessaire de construire méthodiquement un «appareil» militaire obéissant à une stricte discipline de parti et s'inspirant dans toutes ses

actions d'une directive politique unique.

Le problème militaire de la défense et de l'attaque est inséparable du problème politique dont il dépend. On ne se défend (et à plus forte raison on n'attaque) pas de la même façon quand on veut défendre la démocratie violée et quand on veut l'anéantir pour instaurer la dictature du prolétariat. Il est impossible d'opposer à l'ennemi une force efficace et disciplinée si on ne sait pas par avance lequel des deux objectifs l'on vise et si au cours de la lutte des hésitations, des doutes et des préjugés se manifestent et limitent les possibilités de développement. La clarté de la politique ou, pour employer un terme plus adapté en ce cas, de la stratégie, est une condition de la puissance de la continuité et de l'homogénéité de l'action pratique, ou, si l'on veut, de la tactique, et cette puissance, cette continuité et cette homogénéité sont à leur tour la condition de l'efficacité et de la solidité de l'organisation.

(...) Aucune autonomie n'était accordée au groupe parlementaire du parti, conformément aux 21 conditions d'admission à l'Internationale; les groupes syndicaux émanaient directement du parti et fonctionnaient comme ses instruments dans les syndicats et les usines; à plus forte raison l'organisation militaire devait-elle, du fait même de son caractère et de ses buts, constituer un réseau de parti; elle devait agir comme pôle d'attraction de tous les ouvriers décidés à se battre et les diriger précisément en raison du fait que ses buts ne pouvaient être confondus avec ceux d'aucun autre parti, que son action était unitaire, et que son organisation était disciplinée et donc efficace. On trouve ces critères d'encadrement dans «Il Comunista» du 14 juillet 1921:

POUR L'ENCADREMENT DU PARTI

Sur la base du travail déjà accompli dans de nombreuses localités pour encadrer militairement les membres et les sympathisants du parti communiste et de la fédération des jeunes et tenant compte des leçons qu'on peut en tirer, le Centre du parti et celui de la Fédération des jeunes préparent un communiqué qui établira les règles à appliquer dans ce travail indispensable d'organisation et de préparation révolutionnaires.

Etant donné que des éléments extérieurs au parti communiste prennent dans divers centres d'Italie des initiatives du même genre en dehors de la participation et de la responsabilité officielles de ce dernier, les camarades doivent attendre ce communiqué avant d'agir, de façon que les directives générales adoptées par le parti ne se heurtent pas à des faits accomplis.

Cela signifie que le travail d'encadrement des groupes d'action communistes doit se poursuivre partout où ils existent et s'organiser là où ils n'existent pas en se conformant de façon stricte au principe suivant: l'encadrement militaire du prolétariat doit se faire dans une organisation de parti étroitement liée à ses organisations politiques. Les communistes ne peuvent ni ne doivent participer à aucune initiative militaire provenant d'autres partis ou prise en dehors de leur parti.

La préparation et l'action militaire exigent une discipline au moins égale à la discipline du Parti Communiste. On ne peut observer deux disciplines distinctes. Par conséquent le communiste et le sympathisant qui se sent réellement lié au parti (s'il fait des réserves sur la question de la discipline, il ne mérite plus ce titre) ne peuvent ni ne

doivent appartenir à aucune autre organisation militaire que celle du parti.

En attendant les directives plus précises que l'expérience pratique permettra de donner, le mot d'ordre du parti à ses adhérents et aux ouvriers qui le suivent est le suivant: formation de groupes d'action dirigés par le Parti communiste pour préparer et entraîner le prolétariat à l'action militaire révolutionnaire défensive et offensive.

LA POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE VISE DIRECTEMENT UN BUT PRÉCIS: LA RÉVOLUTION

[L'apparition à cette époque d'un groupe de défense armée contre les fascistes, les «Arditi del Popolo», se présentant comme au-dessus des partis et luttant pour le «retour à l'ordre et à la vie sociale normale» - un groupe d'orientation démocratique donc - suscita un certain attrait dans les rangs prolétariens. Le PC d'I mit les choses au point le 7 août sur son organe central, «Il Comunista», voir extrait ci-dessous, (Ndir)]

Les dispositions claires et précises qui ont été prises pour l'encadrement militaire du Parti n'ont pas été une discipline sportive: elles correspondent à un travail commencé il y a des mois et des mois dans les rangs de la jeunesse communiste. Malgré ces dispositions, plusieurs camarades et quelques organisations du parti insistent pour proposer (parfois réaliser) la participation des communistes, jeunes ou adultes, à d'autres formations militaires constituées sur une initiative étrangère à celle de notre parti, comme les *Arditi del Popolo*: au lieu de développer leur travail dans le sens indiqué, ils vont même jusqu'à prendre l'initiative de constituer des groupes locaux des *Arditi del Popolo*.

Nous rappelons tous ces camarades à la discipline et déplorons que des militants communistes qui doivent en toutes circonstances faire preuve de sang-froid et de fermeté autant que d'esprit de décision révolutionnaire se laissent guider par des considérations romantiques et sentimentales qui peuvent conduire à des erreurs graves et avoir des conséquences dangereuses.

(...) Etant la forme extrême et la plus délicate de l'organisation prolétarienne, l'organisation militaire doit présenter le maximum de discipline et reposer sur la base du Parti. Son organisation doit dépendre strictement de l'organisation politique du parti de classe. L'organisation des *Arditi del Popolo*, elle, dépend d'organes dirigeants mal définis. Leur centrale nationale, dont il est difficile de repérer l'origine, prétendait récemment dans un communiqué être au-dessus des partis et invitait les partis politiques à se désintéresser «de l'encadrement militaire du peuple travailleur sur le plan technique». Le contrôle et la direction de celui-ci resteraient ainsi dans les mains de pouvoirs mal définis et seraient du même coup soustraits à l'influence de notre parti. Or le Parti communiste se propose par définition d'encadrer et de diriger l'action révolutionnaire des masses: il y a donc là une évidence et criante incompatibilité.

Outre la question d'organisation et de discipline, il y a la question du programme. Les *Arditi del Popolo* insistent beaucoup plus sur la nécessité de constituer une organisation que sur les objectifs et les buts qu'elle vise, ce qui représente des dangers faciles à comprendre. A ce qu'il semble, néanmoins, s'ils veulent réaliser la réaction prolétarienne aux excès du fascisme, c'est dans le but de rétablir «l'ordre et la vie sociale normale». L'objectif des communistes est bien différent: ils tendent à conduire la lutte prolétarienne à la victoire révolutionnaire; ils nient qu'il

puisse exister une vie sociale normale et pacifique avant que le conflit de classe, parvenu aujourd'hui à sa phase extrême et décisive, ait été révolutionnairement dénoué. Ils se placent donc du point de vue de l'antithèse irréductible entre dictature de la réaction bourgeoise et offensive des travailleurs et en révèle le caractère insidieux et défaitiste. Les travailleurs sont en effet frappés non seulement par la violence matérielle du fascisme, mais aussi par toutes les conséquences de l'exaspération extrême du régime d'exploitation et d'oppression, dont la brutalité des chemises noires n'est qu'une manifestation inséparable de toutes les autres.

Il ne devrait pas être nécessaire de rappeler ces considérations à des communistes, car la pratique en confirme et en confirmera toujours davantage la justesse. C'est sur cette base que les organes centraux du Parti communiste ont pris l'initiative de constituer une organisation militaire prolétarienne et communiste indépendante, sans se laisser détourner de cette voie par d'autres initiatives qui, tant qu'elles n'agiront pas dans le même sens que la nôtre, ne pourront naturellement pas être considérées comme hostiles, mais dont la plus grande popularité apparente ne saurait nous détourner de la tâche spécifique que nous avons à assumer contre une série d'ennemis - et de faux amis d'aujourd'hui et de demain (...).

Dans l'article du n° précédent du *Prolétaire* intitulé «A propos d'une campagne de presse», consacré à la polémique sur le négationnisme et l'«ultra-gauche», nous écrivions: «Quelques intellectuels de la mouvance ultra-gauche avaient pensé se réhabiliter de leur complaisance passée envers Faurisson et ses amis en faisant amende honorable dans un livre où ils ne réaffirment pas seulement leur opposition totale aux entreprises de Guillaume et aux négationnistes, etc.».

Gilles Dauvé (connu sous le nom de plume de J. Barrot), l'un des auteurs de cet ouvrage et la principale tête de turc de la polémique contre l'ultra-gauche, nous écrit que c'est une «calomnie» digne d'un «article de *Libération*» de parler à son sujet de «complaisance envers Faurisson et ses amis», car il n'a «jamais soutenu Faurisson de près ou de loin, ni même de façon critique».

Dont acte.

Auschwitz ou le grand alibi

Ce qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).

Brochure «Le Prolétaire»

n°11 - 6 FF.

Bordiga n'a pas besoin des prétendus défenseurs de l'honneur de la Gauche communiste

Nous avons reçu au début du mois de septembre dernier, comme d'autres groupes politiques qui se réclament de la Gauche communiste (1), une invitation, ou plus exactement, un «appel» du CCI à participer à la rédaction d'un «texte de défense de Bordiga» à propos de la campagne de presse sur le négationnisme et des attaques contre notre brochure «Auschwitz, etc.».

Dans le n° précédent du «Prolétaire» nous avons donné notre réponse de parti à cette énième campagne bourgeoise en défense de l'idéologie bourgeoise et nous avons publié le tract «Auschwitz ou le grand alibi: Ce que nous nions et ce que nous affirmons» que nous avons commencé à diffuser sans attendre les appels du CCI. Dans ce n°-ci nous commençons la publication de textes de notre courant sur la question du fascisme, de l'anti-fascisme et de la lutte prolétarienne.

Au mois de novembre le CCI publiait notre tract sur les colonnes de ses journaux en France et en Belgique - en l'assortissant de commentaires qui témoignent de son incompréhension de ce qu'il dit - et il adressait aux mêmes groupes que précédemment un nouvel «appel», déplorant que ceux-ci aient «réagi chacun de son côté» et demandant à nouveau la rédaction d'un texte

commun qui serait publié dans tous les organes de presse des dits groupes et «envoyé à tous les journaux» des pays où ces groupes sont présents.

Le CCI connaît depuis toujours notre attitude devant les appels à réaliser des lettres ouvertes, des prises de position, des actions, des thèses ou tout ce que peut inventer l'«intellectualisme» de gauche, en commun avec des partis ou groupes aux positions politiques différentes et opposées: refus net et total.

Cette attitude nous a toujours valu l'accusation de «sectarisme», de «purisme», de recherche de l'isolement, de la part des vieux stalinien, des trotskystes, comme des post-stalinien et des post-trotskystes, des communistes de la phrase, des rénovateurs du marxisme ou des thèses de la Gauche communiste. Cette accusation ne nous fit pas bouger d'un millimètre dans les années vingt, elle ne nous fait pas bouger d'un millimètre aujourd'hui: Ce n'est pas un problème moral ou éthique, ni de convenance, mais une question essentiellement politique. Le parti en tant que tel, c'est-à-dire tout ce qui définit le parti de classe: la théorie, le programme, la ligne politique, la tactique, l'organisation, ne marchande rien de lui-même avec qui que soit, il n'engage rien de ce qui a trait à son

unité théorico-politico-organisative dans des rassemblements avec d'autres organisations distinctes, qu'elles soient politiques, économiques, religieuses, militaires, culturelles ou autres. Le parti en tant que tel mène son activité, qui comprend aussi la défense de ses positions, de sa ligne politique, de sa tactique et de son organisation, en parfaite indépendance de toute autre organisation quelle que soit sa forme, sa taille et sa nature proclamée. C'est une leçon que nous avons apprise de la Gauche communiste et des bilans historiques et politiques qu'elle a tirés des révolutions et des contre-révolutions.

Nous laissons à d'autres toute velléité d'union sans principe, tout équilibrisme tactico-organisateur, toute embrassade sous les auspices de l'hypocrisie politique. Nous ne serons jamais de ceux qui sont prêts à faire commerce de leurs propres principes et de leur propre programme: qu'on se le tienne pour dit!

De commerces de ce genre sont nées hier les pires monstruosité politiques, théoriques, tactiques et organisationnelles; et la victime en a été l'intégrité du marxisme, la bonne orientation du parti de classe et donc le sort de la révolution prolétarienne. Des actions communes, même et surtout sous le prétexte de défendre la mémoire de Bordiga, avec des tendances qui ont toujours été et qui sont encore les adversaires déclarés de ce qu'ils appelaient le bordiguisme, ne seraient pas seulement des obscénités politiques;

elles équivalraient à la liquidation politique de notre courant, de ses efforts décennaux pour restaurer un marxisme non avili et reconstituer le noyau du futur parti de classe.

«Petit groupe compact, nous suivons une voie escarpée et difficile, nous tenant fortement par la main. De toutes parts nous sommes entourés d'ennemis, et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, précisément afin de combattre l'ennemi et de ne pas tomber dans le marais d'à côté, dont les hôtes, dès le début nous ont blâmé d'avoir formé un groupe à part et préféré la voie de la lutte à la voie de la conciliation. (...) Oh! oui, Messieurs, vous êtes libres non seulement d'inviter, mais d'aller où bon vous semble, fût-ce dans le marais; nous trouvons même que votre véritable place est précisément dans le marais, et nous sommes prêts, dans la mesure de nos forces, à vous aider à y transporter vos pénates» (Lénine, «Que Faire?»).

Et de même qu'hier nous criions: «Bas les pattes de Lénine!», nous renouvelons aujourd'hui notre cri en y ajoutant: «Bas les pattes de Bordiga!».

(1) En plus de nous, le CCI a envoyé ses appels à «Battaglia Comunista», «Il Programma Comunista», «Il Partito Comunista» et «Les Cahiers du Marxisme Vivant».

Correspondance Les prolétaires de Moulinex à la moulinette

Les différentes chaînes de télé, la presse parlée, les journaux se sont largement faits l'écho de la situation du groupe Moulinex et du plan social imposé par le président du directoire Pierre Blayau. Nous sommes ici en présence de ce qu'on appelle RESTRUCTURATION en jargon capitaliste: pour accroître les profits les capitalistes mettent sur la paille une partie de leurs esclaves salariés, pour exploiter plus durement ceux qui restent au bagne de la production. Et, comme d'habitude, les multiples pompiers sociaux du système actuel, les réformistes de tout poil, les dames patronnesses, les humanistes, les curés et finalement les pseudo-révolutionnaires nous abreuvent de leurs discours usurpateurs, trahissant ainsi les intérêts véritables du prolétariat.

Pour comprendre, analyser et déjouer les pièges tendus aux prolétaires de Moulinex, il est nécessaire de récapituler les rouages de cette machination capitaliste:

L'empire Moulinex et les objectifs patronaux

Société multinationale, Moulinex est implantée en Irlande, en Espagne, en Allemagne, au Mexique où 200 embauches sont prévues portant l'effectif à environ 1000 salariés (1), en France avec 11 usines et plus de 7000 salariés. Avec 45 millions d'appareils vendus en 1995, le chiffre d'affaire évolue à la hausse, progressant de 66 % entre 1988 et 1995. Par contre la part des salaires dans le chiffre d'affaire est en constante diminution (25 % en 1995).

Depuis 1994, le principal actionnaire est JC Naouri (ex-chef de cabinet de

P. Beregovoy); à son arrivée, son objectif était d'atteindre en 3 ans une rentabilité de 20 % des capitaux engagés au lieu des 7 % de 1993-94. Cet objectif ne pouvait être atteint sans lancer une attaque frontale sur les conditions de travail des prolétaires. Le 18 juin 1996 le Comité Central d'Entreprise était officiellement informé des restructurations et de ses objectifs:

- Suppression de 2600 postes dont 2100 en France et 500 en Allemagne
- Fermeture des sites d'Argentan et de Mamers

- Augmentation de 40 % de la productivité par salarié

Les réactions de la bourse se manifestèrent 2 jours plus tard par une augmentation de 30 % des actions.

| Plan de licenciement sur 3 ans | | |
|--------------------------------|-------------------|------------------|
| Site | Effectifs actuels | Evolution postes |
| Bayeux | 236 | +114 |
| Saint-Lô | 865 | -158 |
| Villaines-la-Juhel | 279 | -82 |
| Mayenne | 748 | -158 |
| Fresnay-sur-Sarthe | 325 | -54 |
| Carpignat | 333 | 0 |
| Caen-Cornelles | 1550 | -458 |
| Falaises | 538 | -96 |
| Argentan (fermé) | 262 | -262 |
| Alençon | 1560 | -550 |
| Mamers(fermé) | 402 | -402 |
| TOTAL | 7098 | -2106 |
| Pour-cent | 100 % | 30 % |

Le plan social pour faire passer la pilule amère

Pour faire accepter sans réaction de lutte cette restructuration particulièrement douloureuse sur les prolétaires, patrons et bonzes syndicaux se devaient d'élaborer un plan social. Ce travail avait même été précédé dans certaines usines de l'épuration des CE de la CGT par la CFTC encore plus aux ordres patronaux.

La dizaine de séances de négociations s'est déroulée à Vernon, à 100 lieux de la plus proche usine, empêchant physiquement tout contact avec les travailleurs et permettant aux patrons d'acheter la bonzerie syndicale en lui payant l'hôtel et sa restauration!

Une fois concoctée la potion sociale magique, le plan d'attaque patronal pouvait être dévoilé le 18 octobre 1996 au CCE:

- Modulation d'horaires
- Travail de nuit des femmes
- Semaines yoyo de 26 à 46 heures
- Travail du samedi voire du dimanche

- Réduction des salaires
- Mobilité des travailleurs due à l'arrêt, aux changements de site ou aux chambardements de la production

Quant au plan social, étalé sur 3 ans pour diluer les effets brutaux de l'attaque patronale, il vise à «essayer d'atteindre zéro licenciement sec» selon Blayau. Sec ou humide des larmes de crocodile des pompiers sociaux, il y aura tout de même 2600 victimes de perte d'emploi en dépit des tours de passe-passe du plan social pour leur donner un autre nom. Dans la panoplie de ce plan on retrouve les traditionnelles proposition:

1. Incitation au départ par une prime de 100''000 francs, sans préciser si le salarié bénéficiera de la prime de licenciement et du préavis.

2. Prime pour ceux qui acceptent de changer de site (mais aussi certainement licenciement pour ceux qui ne pourraient pas accepter cette proposition).

3. Plan de pré-retraite FNE, s'adres-

sant aux plus de 56 ans et permettant de masquer 775 licenciements secs.

4. Aide financière aux entreprises embauchant un salarié du groupe, par une «aide de conversion» de 40''000 francs. Nul doute qu'il y aura des amateurs qui au bout de 6 mois d'exploitation gratuite licencieront les malheureux dupés pour ... raisons économiques.

5. Application de la loi de Robien. Si le but officiel de cette mesure est d'éviter 750 licenciements secs, l'objectif réel du patronat est d'obtenir des diminutions de charges sociales. En effet, s'il y a baisse de 15 à 20 % du temps de travail, le patronat bénéficie de 50% de réduction de charges sociales la 1ère année et 40 % les 2 années suivantes. Le montant de cette réduction serait reversé aux salariés sous dessous de 133 % du SMIC (limite qui permet aux patrons de ne pas payer de cotisations allocations familiales).

Bien entendu la réduction des horaires s'accompagne d'une plus grande flexibilité exigeant le travail du week-end, de nuit pour les femmes et l'annualisation de fait des horaires.

Pour 20 % de réduction du temps de travail, l'horaire annuel sera de 1612 heures, soit 31 heures par semaine. Mais cet horaire pourra atteindre 46 heures dans «les périodes hautes» et descendre à 25 heures dans les «moments bas». Etant donné qu'actuellement, il y a une activité forte sur toute l'année (avec recours à l'intérim), la direction va donc devoir créer artificiellement des hauts et des bas, mais exiger que dans les «creux» on produise finalement autant que dans les «hauts». L'horaire de base passera de 169 à 135 heures, nouvelle base aussi pour le calcul des primes (nuit, ancienneté, congés maternité, etc...) et des autres indemnités (maladies, accidents du travail, etc...).

L'application de la loi de Robien dans le cas de Moulinex montre pratiquement qu'elle est faite pour éviter les secousses sociales sans toucher aux inté-

(Suite en page 10)

Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

RUSSIE

Le retard de paiement des salaires ouvriers devient un mal endémique en Russie. Le 3 décembre, en protestation contre des retards de paiement des salaires atteignant plusieurs mois une grève à eu lieu dans 181 mines de Russie selon le Syndicat Indépendant des mineurs de charbon, soit, selon les chiffres du syndicat, 400.000 mineurs environ sont entrés en grève sur un total de 560.000 travailleurs de ce secteur; ce retard de salaires atteint la somme de 1500 milliards de roubles (environ un milliard et demi de francs français).

Les mineurs ne sont pas les seules victimes de ce fléau; le 2 décembre 20.000 enseignants avaient fait grève

pendant plusieurs heures pour le même motif dans les régions orientales de la Russie. Les agences de presse ont également rapporté une «grève d'avertissement» des travailleurs d'une centrale nucléaire à Saint-Petersbourg.

Le journal trotskyste «*Rabotchaya Demokratia*» (n°9, juillet 96) a publié la statistique officielle des grèves de 90 à 95. Ces chiffres ne paraissent guère exacts; mais la tendance qu'ils indiquent est probablement correcte. Après une période de forte activité gréviste en 91, due essentiellement aux mouvements chez les mineurs et en 92, 93 et 94 ont été deux années sans beaucoup de grèves, tandis que 95 voit une forte remontée du nombre de grévistes. Sur le plan de la répartition géographique des grèves, on constate que ce sont les régions minières qui se détachent. En

90 elles représentent 54% du total des grèves enregistrées officiellement, 64% en 91, 16% en 92, 77% en 93, 49% en 95. Par contre il faut noter le nombre très faible de grévistes dans les deux centres historiques de la Russie, Saint-Petersbourg et Moscou.

De façon générale le nombre de grèves n'est pas en rapport avec la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les prolétaires après des années de «thérapie de choc» et de «réformes démocratiques». C'est un fait bien connu des marxistes que les crises économiques se traduisent par un recul du mouvement gréviste; et les grandes dépressions - comme par exemple celle de 1929 - assomment dans un premier temps la classe ouvrière, surtout si n'existait pas en son sein auparavant un authentique mouvement de lutte classiste. En outre la démagogie électorale a également joué son rôle classique de succédané à la lutte ouvrière. Les prétendus «communistes» de Zyouganov assuraient qu'en cas de victoire électorale les profiteurs et les spéculateurs

seraient chassés des sphères gouvernementales et qu'une nouvelle politique favorable aux travailleurs serait mise en oeuvre. A quoi bon alors prendre le risque de luttes difficiles et à l'issue incertaine, s'il suffit de glisser un bulletin dans l'urne pour que les choses changent en mieux?

Mais l'opium électoral n'a qu'un temps, alors que les difficultés pour le prolétariat ne cessent de s'aggraver. Les urnes se sont remplies, mais les mains prolétariennes sont restées vides. Eltsine réélu, au grand soulagement des capitalistes internationaux qui redoutaient une aggravation de l'instabilité politique au Kremlin, les rivalités de clans, un moment occultées, ont repris de plus belle dans les sommets du pouvoir et les promesses électorales se sont envolées en fumée.

Cependant, tôt ou tard, le prolétariat russe saura se souvenir qu'il a derrière lui une histoire incomparable de luttes, de révoltes et de révolutions et il recommencera à faire trembler les maîtres du Kremlin!

Correspondance

Les prolétaires de Moulinex à la moulinette

(Suite de la page 9)

rêts capitalistes tout en reportant sur les ouvriers les conséquences de la crise. A l'échéance des 3 ans de ce contrat avec l'Etat, quand la loi de Robien n'existera plus ou ne s'appliquera plus, quels seront les horaires de travail et quels seront les salaires? Il n'est pas besoin de lire dans le marc de café pour imaginer la suite: les salaires seront diminués du niveau des compensations actuelles ou les horaires seront augmentés sans changement de salaire, ou une mixture subtile entre les deux pour mieux embrouiller les prolétaires.

6. Les «aides» de l'Etat. Elles concernent les usines les plus touchées, Argenton, Namur et Alençon. Le ministre de l'industrie Borotra a décidé de mettre en place un dispositif de reconversion et a nommé à sa tête le délégué à la réindustrialisation, qui se chargera d'agiter quelques miroirs aux alouettes le temps que le soufflé social retombe.

Face aux attaques bourgeoises, l'absence de réaction classiste

Dans cet épisode de la vie de classe, les organisations syndicales ont joué leur rôle habituel de pompiers et démineurs sociaux.

D'un côté les traditionnels accompagnateurs de plans sociaux: FO, CFTC et CGC.

Après avoir renoncé à l'agitation, la CFTC affirme préférer la concertation et la négociation à toute autre forme d'action: «*Les conditions du traitement humain des personnels concernés par les suppressions d'emploi sont actuellement négociées au travers d'un plan d'accompagnement social. Tant que la concertation restera ouverte, la CFTC veut rester confiante dans la possibilité d'un consensus favorable à une solution négociée sans licenciement sec. Elle ne tentera rien qui puisse nuire à cet objectif*». Sans commentaire

La position de FO est fonction des conditions de chaque site: là où les dégâts sont moindres, FO revendique la paternité du résultat: «*du boulot sûrement pas si mauvais*», «*Tout est projet, rien n'est fait. A nous de discuter. Moulinex se porte bien mais elle est mal gérée. Ici, sur ce site, il n'y a pas*

à affoler les gens inutilement; nous sommes plutôt mieux lotis que d'autres. Pour sauver leur place, des célibataires, en particulier, se disent prêts à déménager s'il le fallait». Bref, là où il faudrait forcer une campagne de lutte de solidarité, FO calme le jeu.

De l'autre côté, il y a les pseudo adversaires du plan social:

La CGT et la CFDT disent refuser le plan d'accompagnement, avec des positions assez proches, sachant qu'en Basse-Normandie la CFDT régionale est opposée à la Confédération et à sa secrétaire Notat. La CFDT se soucie d'ailleurs certainement plus de l'avenir du secteur de production et de l'économie régionale et de l'entreprise que des travailleurs touchés: «*Le plan marque l'ampleur des problèmes d'emplois qui en découle. Les objectifs industriels de Moulinex semblent prendre en compte les dysfonctionnements catastrophiques qui caractérisent l'entreprise. Mais c'est l'analyse précise de tous les aspects du plan qui permettra de mesurer sa capacité à assurer l'avenir et la place de ce groupe dans le domaine de l'électroménager. Pour la CFDT, l'ensemble des forces vives doit se mobiliser pour relever le double défi de l'avenir industriel des sites et de leur bassin d'emploi*» (souligné par nous)» (Fédération des métaux CFDT, OF le 19/10/96).

La CFDT veut être une force de proposition. Pour elle, Moulinex doit adopter une politique industrielle adaptée au 21ème siècle! Elle appelle donc «*l'ensemble des forces vives*» (c'est-à-dire les patrons, les politiciens et les prolétaires) à se mobiliser dans un front interclassiste et forcément nationaliste ou régionaliste pour assurer «*l'avenir industriel*» de la région. Il ne peut y avoir appel plus ouvert à la collaboration de classe pour venir au secours des intérêts capitalistes chahutés.

La CGT revendique le passage à 35 heures hebdomadaires sans modification de la fiche de paie. Tout comme la CFDT, elle défend l'outil de travail et l'entreprise en préconisant le lancement de produits nouveaux. C'est une caractéristique de cette bonzerie - et de sa nourrice le PCF - que de vouloir toujours se porter en avant comme meilleure capitaliste que les capitalistes eux-mêmes. Et si le slogan habituel du «*produisons français*» n'est pas ouvertement repris (à notre connaissance du moins), on le devine en permanence en filigrane.

Face à cette collaboration de classe des organisations syndicales censées représenter les intérêts ouvriers, les travailleurs de Moulinex se sont re-

trouvés totalement isolés et abandonnés face à leur désarroi: Il est donc inévitable que la résignation et le fatalisme se soit emparés d'eux, état d'esprit que l'on retrouve dans les propos du style: «*On n'est pas des révolutionnaires, ça servirait à rien de tout casser*» ou à propos de Blayau «*Il a l'air sincère, il a promis qu'il n'y aurait pas de licenciement sec*», etc.

Bien entendu, pour faire bonne figure face au problème posé et mieux dérouter les prolétaires, les organisations syndicales ont proposé des «*actions*»: Opérations «*villes mortes*» à Mamers et Argentan, en faisant appel aux commerçants et aux notables du coin, écharpe tricolore ceinte sur le ventre; démarches chez les dignitaires de l'Etat (préfets et Cie).

Certains sites ont essayé de créer une solidarité interprofessionnelle au niveau de leur ville, comme à Mayenne le 17 octobre, mais le travail d'usure ayant bien fonctionné, cela s'est traduit par un échec.

A Caen, à l'appel de la CGT et CFDT, 200 manifestants se sont réunis le 18 octobre et ont envahi la salle où se tenait la réunion du CCE. Bien entendu les médias étaient là pour donner une fausse vision de la signification réelle de la manifestation en accentuant le côté combatif, faisant passer même la chanson du «*chiffon rouge*» (rengaine de la CGT) pour un chant révolutionnaire ou s'attardant sur les propos de colère des manifestants. Mais cette grande agitation des bras est stérile pour les prolétaires, elle est destinée à masquer la réalité de la direction collaborationniste des syndicats, à trouver des exutoires à la colère sincère des travailleurs. Ils auraient d'ailleurs apprécié d'être plus entourés par les travailleurs de Moulinex dans leur action-théâtre, au point de faire culpabiliser les absents. La bourgeoisie ne saurait leur tenir rigueur de ces nécessaires démonstrations-souape de sécurité, ils ont contribué une fois de plus à la démoralisation et à la mystification de la classe prolétarienne.

Les militants révolutionnaires, les prolétaires les plus conscients de leur intérêts de classe, doivent dénoncer clairement toutes ces actions qui ne sont que des éléments du folklore syndical. A l'instar de Lénine, il faut rappeler que les appareils syndicaux sont devenus les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie et qu'il n'y a rien à attendre d'eux.

La seule voie possible pour les prolétaires pour défendre leurs conditions de vie et de travail passe par la lutte de classe. La lutte contre les licenciements

et les pressions toujours plus importantes du capitalisme sur les prolétaires doit fuir les chemins apparemment moins douloureux de la concertation et négociation sociale mais qui en réalité par les échecs qu'ils entraînent laisse la classe ouvrière plus désarmée encore et plus vulnérable aux prochaines vagues de l'offensive bourgeoise. C'est en s'affirmant comme un bloc unique et uni dans la lutte directe et dans l'usage de l'arme de classe qu'est la grève sans préavis ni limitation préalable de durée que les prolétaires pourront affronter victorieusement des situations comme celle de Moulinex.

(1) Au Mexique, pour un salaire de 14 F. par jour les ouvrières travaillent les 7 jours de la semaine, l'usine fonctionnant 20 heures par jour.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «*prolétaire*»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «*programme communiste*» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «*Il comunista*», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «*el programa comunista*», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.

CORRESPONDANCE:

POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE:
Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE:
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano